

AXE 3 : TRAVAIL, EMPLOI, FORMATION

PROJET : 2010-2013

Formation, Qualification, Emploi en Normandie (FQE 2)
NOUVEAUX MODELES EDUCATIFS, PROCESSUS D'INSERTION ET ESPACES D'INCERTITUDE

PILOTES DE L'ACTION :

Responsables Scientifiques :

Sophie Devineau, Sociologue, maître de conférences, Chercheur titulaire du GRIS Université de Rouen, Chercheur accueillie au Centre Maurice Halbwachs-CNRS-ENS Campus Jourdan Paris, EquipePRO.

Alain Léger, Sociologue, Professeur des universités, ESO MRSH de Caen (demande d'intégration en cours)

Emmanuelle Annot, Sociologue, maître de conférences en sciences de l'éducation, Chercheur titulaire de l'UMR IDEE, Equipe CIRTAI, Université du Havre.

Laboratoire : **UMR-IDEE-CIRTAI** Université du Havre

L'EQUIPE :

- Laboratoires Haute Normandie. Universités de Rouen et du Havre :

GRIS : Sophie Devineau, Nassima Dris, Catherine Peyrard. **Université de Rouen** : Martine Blanc

UMR IDEE- CIRTAI : Emmanuelle Annot, Thierry Dezalay

CIVIIC : Loïc Chalmel

- Laboratoires Basse Normandie. MRSH-Université de Caen:

ESO de Caen : Alain Léger (demande d'intégration en cours)

ESO de Rennes & CERSE : Julie Delalande (CERSE, accueillie en délégation CNRS à ESO)

CERSE : Nathalie Dupont, Laurence Filisetti

- Laboratoire parisien

CMH-PRO & Céreq-bas normand : Clotilde Lemarchant,

- Collaborateurs institutionnels Haute Normandie:

OVE Rouen : Yannick Le Long

OVE Le Havre : Jean François Lhuissier

CREFOR : Luc Chevalier, Christelle Rebillon

- Collaborateurs institutionnels Basse Normandie:

ORFS : Laurent Raoult

DEMARCHE FEDERATIVE :

Des rencontres sont prévues au cours des séminaires sur trois ans avec l'équipe du projet « *La transmission professionnelle, état des lieux et perspective dans les entreprises et organisations de Haute et Basse Normandie* » (Thierry Ardouin, Richard Wittorski : CIVIIC & CERSE). Cette démarche a été envisagée par les deux parties avec le souhait de conserver l'originalité de chacun des projets.

Formation, Qualification, Emploi en Normandie (FQE2) : **Nouveaux modèles éducatifs, processus d'insertion et espaces d'incertitude**

1 - Contributeurs à ce programme :

Responsables : Sophie Devineau & Emmanuelle Annot

Etablissement d'affectation des responsables projet : GRIS-Université de Rouen & UMR IDEE-CIRTAI Université du Havre

Laboratoire porteur de la gestion financière du projet : IDEE-CIRTAI Université du Havre

Equipe :

6 laboratoires : CMH-Dyreso (décembre 2010) ESO (janvier 2010), MRSH de Caen — CERSE Université de Caen — CMH-PRO Campus Paris Jourdan — CIRTAI-IDEA Université du Havre — CIVIC Université de Rouen — GRIS Université de Rouen

12 chercheurs : Emmanuelle Annot — Martine Blanc — Loïc Chalmel — Sophie Devineau — Thierry Dezalay — Julie Delalande — Nassima DRIS — Nathalie Dupont — Laurence Filisetti — Alain Léger — Clotilde Lemarchant — Catherine Peyrard —

4 partenaires participant au programme : OVE de Rouen (Yannick Le Long) — OVE du Havre (J.F. Lhuissier) — ORFS de Caen (Laurent Raoul) — CREFOR de Rouen (Luc Chevalier).

1 partenaire occasionnel à Caen : Céreq-ESO MRSH de Caen (Gérard Boudesseul MCF co-directeur).

Partenaires occasionnels à Rouen : Maison de l'emploi d'Evreux (Stéphanie Quéval) — Rectorat et la cité des métiers — AFIJ Association pour Faciliter l'Insertion professionnelles des Jeunes diplômés. Antenne de Seine Maritime -Mont Saint Aignan (Lisa Belzeaux).

1 — Présentation

Sur un sujet de société qui pose de réels défis, *La Formation, la qualification et l'emploi*, le premier chantier en cours d'achèvement (FQE1 : 2008-2010) portait plus précisément sur *La différenciation sociale et sexuée des parcours d'insertion*, le prochain chantier mettra à jour quant à lui *Les nouveaux modèles éducatifs et les espaces d'incertitude* (FQE2 : 2010-2013). Le renouvellement du projet implique la poursuite des études engagées ainsi que certains infléchissements devenus nécessaires à la dynamique du réseau de chercheurs.

Le programme qui est proposé a fait le choix d'être un lieu d'accueil de plusieurs recherches spécialisées pouvant apporter chacune un éclairage bien spécifique du problème. Le parti pris fédératif vise deux objectifs depuis le lancement du programme précédent. Il s'agit en premier lieu de respecter l'autonomie de la réflexion menée par chacun des chercheurs afin de ne pas affaiblir l'atout scientifique que représentent les études pointues développées de longue date dans une spécialité. Chacun oeuvrant dans un champ de connaissances constituées, les études engagées sont confrontées et validées dans ses réseaux propres qu'ils soient régionaux, nationaux et internationaux. Le rôle des groupes de pairs au sein d'une discipline est donc primordial.

Il en va ainsi pour la sociologie du genre. Les recherches portant sur les orientations des jeunes minoritaires dans leur genre dans certaines filières sexuées (Clotilde Lemarchant), ou s'intéressant aux enjeux éducatifs d'une profession très féminisée comme celle d'enseignants (Sophie Devineau) s'inscrivent dans les travaux suivis par l'équipe de Catherine Mary du laboratoire CNRS, le centre Maurice Halbwachs du campus Jourdan ENS, EHESS.

Pour la sociologie des enseignant(e)s, outre les recherches d'Alain Léger, les nombreux travaux socio-historiques sur la maternelle, l'éducation des filles et l'histoire pédagogique (Loïc Chalmel) constituent un apport indispensable au projet en cours (Sophie Devineau).

Pour la sociologie de l'école, l'expertise d'un spécialiste qui a développé en France les études des deux secteurs de scolarisation public et privé (Alain Léger) poursuit cette démarche exigeante dans le domaine de l'analyse du système éducatif. La qualité du traitement des grandes enquêtes de suivi des élèves est ainsi assurée par le laboratoire ESO qui présente la double association CNRS, Céreq.

Pour les sciences de l'éducation, l'expérience internationale de l'analyse des pratiques pédagogiques forgée dans les échanges avec le Chili (Loïc Chalmel) et le Brésil (Emmanuelle Annot) constitue un apport indispensable à la compréhension des nouvelles professionnalités de l'enseignement dans les différents segments du système éducatif de la maternelle à l'université. L'analyse institutionnelle entamée, et déjà bien avancée notamment pour le supérieur, permet en outre d'établir un état des changements de références qui encadrent les missions, les statuts et les carrières des professionnels.

Si lors de la phase précédente du programme l'étude du volontarisme des politiques locales en matière d'orientation et d'insertion a permis de mesurer les limites de l'intervention des territoires (Sophie Devineau), pour la phase à venir, il a semblé nécessaire de mobiliser les compétences d'un spécialiste de la sociologie urbaine (Nassima Dris).

Pour les études de suivi des parcours d'orientation et d'insertion des étudiants et des apprentis, plusieurs compétences sont mobilisées, autour de sociologues du travail (Martine Blanc & Catherine Peyrard) qui décryptent les modes de formalisation d'un projet professionnel ainsi que les références identitaires de l'engagement dans un secteur particulier. Ces recherches sont effectuées sur la base d'analyses secondaires des grandes enquêtes des OVE, de l'ORFS et du CREFOR, et d'enquêtes qualitatives complémentaires avec l'interrogation par entretiens d'échantillons tirés des enquêtes quantitatives. Ici, la coopération étroite avec des organismes ayant l'expertise et les moyens pour la récolte de bases de données statistiques est essentielle.

L'équipe s'élargit aujourd'hui à de nouvelles compétences en socio-anthropologie (Julie Delalande), en psychologie sociale (Laurence Filisetti) et en sciences de l'éducation (Nathalie Dupont) autour du concept de passage dans les cycles scolaires qui viendra enrichir les travaux menés sur la mobilité des projets étudiants (Thierry Dezalay) et le concept de transition développé au sein du réseau international TIY Transition in youth.

Le principe épistémologique pluridisciplinaire plutôt qu'interdisciplinaire sur lequel l'ensemble des contributeurs s'accordent, explique qu'une recherche académique et la recherche-développement s'enrichissent mutuellement. Ceci justifie la présence de plusieurs partenariats.

Malgré tout, l'exercice de la pluridisciplinarité au sein d'un large réseau de chercheurs appartenant aux trois universités normandes comporte quelques difficultés de forme. On relèvera par exemple certains raccourcis de présentation de l'objet *Formation* qui recouvre une définition précise et distincte de l'objet *Education*. De même l'articulation posée a priori des trois objets que sont *La Formation, la qualification et l'emploi* pourrait suggérer à tort qu'il s'agit là d'un principe d'évidence, alors même que c'est tout le contraire. Ces écueils ont toutefois été évités grâce aux interventions de chercheurs invités comme Lucie Tanguy et Marie Buscato, et aux efforts de conceptualisation à chacun des niveaux de l'étude. Pour la suite, Yves Careil a été sollicité pour ses travaux qui couvrent la problématique de l'ensemble de l'équipe. Ensuite, le recours au sous titre *Nouveaux modèles éducatifs, processus d'insertion et espace d'incertitude* pour le programme FQE 2, comme aux trois grands niveaux *De la maternelle à l'université : quelle profession aujourd'hui ?*, *Parcours d'orientation*, *Parcours de formation et d'insertion*, balise les axes de la recherche collective. Enfin, les terrains d'enquêtes sont rendus clairement repérables dans les intitulés détaillés de chacune des études dirigées dans un champ disciplinaire par un spécialiste.

Toutefois, un programme fédératif représente un atout scientifique en soi. L'expérience précédente démontre que l'échange dans la nouvelle communauté de chercheurs constituée à l'occasion de ces chantiers permet de mieux identifier les hypothèses qu'il serait nécessaire de tester. Les confrontations conceptuelles sont elles aussi très fructueuses puisqu'elles poussent à complexifier les problématiques. Sur le plan méthodologique, la mobilisation de plusieurs types d'outils d'enquêtes quantitatives et qualitatives selon des approches transversales et longitudinales est un gain certain. Un des objectifs poursuivis serait de constituer une bibliothèque des données par entretiens dont l'accès réservé à l'équipe permettrait des analyses secondaires sous autorisation des auteurs des enquêtes.

Par ailleurs, l'ouverture à des partenaires extérieurs à la recherche universitaire donne l'occasion d'intégrer des questions profanes et d'affronter des représentations communes du système d'éducation, de formation et d'insertion. De ce point de vue, le bénéfice est double, avec une recherche réellement partie prenante des débats intellectuels jouant pleinement mais exclusivement son rôle de producteur de connaissances d'une part, et d'autre part avec des responsables institutionnels des politiques publiques demandant une information scientifiquement validée.

2 - Bilan scientifique collectif du programme précédent : FQE 1 (2008-2010).



Centre Maurice Halbwachs UMR 8097
Equipe caennaise DYRESO
(Dynamiques et Relations sociales)

Formation, Qualification, Emploi en Normandie :
Diversité des parcours et contextes territoriaux
16 Novembre 2009

Coordination : Alain Léger

Invitée : Lucie Tanguy, Directeur de recherche au CNRS, laboratoire Travail et Mobilités (CNRS-Université Paris X)
MRSH de Caen,
Campus 1 – Esplanade de la Paix – Caen

Présentation

Avec les lois de décentralisation donnant compétences aux régions, l'innovation repose très largement sur les politiques éducatives volontaristes des responsables locaux. Un état des lieux précis des parcours de formation est par conséquent indispensable afin d'identifier la dimension proprement territoriale de certains blocages tels que la résistance à la mixité de certaines filières, ou encore les obstacles à la mobilité intra ou inter régionale.

Pour les jeunes, tout comme pour les responsables politiques locaux, l'attente est forte du côté de ce que l'on appelle les « marchés professionnels » dans lesquels une entrée dans la formation couronnée d'un diplôme garantit l'accès à l'emploi. Ce modèle d'insertion professionnelle figure par excellence la sécurité d'un parcours d'orientation. Sous l'effet de la crise de l'emploi, la tendance observée aujourd'hui consiste pour les jeunes à préférer une formation professionnalisante courte pour un salaire moindre mais avec une probabilité d'emploi plus grande, plutôt qu'une poursuite d'études générales comme cela était le cas dans les années 1970. On comprend dès lors l'intérêt que suscitent les nouvelles filières professionnalisées comme solution aux aléas de l'emploi.

La diversité des parcours d'insertion professionnelle sur le plan régional, les facteurs persistants de discrimination et les dynamiques locales d'innovation nécessitent qu'une synthèse des savoirs soit tout d'abord établie et ensuite complétée, notamment par la compréhension des processus qui lient les données statistiques régulièrement établies par le CEREQ et les observatoires régionaux aux histoires de vies comme aux trajectoires des jeunes Normands. Cette compréhension fait actuellement défaut car la recherche régionale manque d'études qualitatives.

Par ailleurs, l'enjeu est de réfléchir aux effets des politiques d'orientation qui peuvent induire une représentation fautive d'un modèle adéquationniste entre l'offre de formation et la demande du bassin d'emploi. En effet, la formation ne se résume pas à la préparation à occuper un poste de travail, ne serait-ce que par les changements perpétuels des exigences du marché du travail. Un autre écueil réside dans la psychologisation des difficultés rencontrées par les jeunes — l'individualisation des parcours de formation proposant l'idée fautive d'une mobilisation personnelle plus ou moins bien réussie, alors que chaque individu s'inscrit dans un ensemble de contraintes institutionnelles allant de l'offre de formation initiale entre les deux secteurs public et privé, à toute une panoplie de dispositifs d'aide à la scolarité et à l'orientation.

Le programme de recherche

Cette deuxième journée d'étude fait suite à la journée qui s'est tenue à l'université de Rouen le 8 février 2008 et qui avait inauguré le lancement du programme de recherche normand inscrit dans le Contrat de Plan Etat-Région de Basse-Normandie (Axe Développement des Territoires) fédéré par la MRSH et l'université de Caen, ainsi que dans l'axe 3 « Travail, Emploi, Formation » de l'IRSHS de Rouen et du Grand Réseau de Recherche (GRR). Ce programme a vocation à identifier et expliquer les évolutions qui se produisent en matière et au regard de la diversification et de l'individualisation des parcours de formation. Du côté de l'école, le bagage scolaire avec lequel les jeunes se présentent sur le marché du travail est l'aboutissement d'un processus de sélection et d'orientation dans le système éducatif, dans lequel la norme de référence est avant tout académique, ce qui aboutit à l'allocation des élèves dans des filières dont la hiérarchie reproduit le plus souvent la hiérarchie sociale. On examinera ce processus d'une part avec un intérêt particulier pour l'enseignement professionnel, peu étudié mais lui aussi très diversifié et hiérarchisé ; d'autre part en l'élargissant aux comparaisons internationales. Une analyse selon les deux secteurs de scolarisation s'avère également indispensable pour traiter de l'enseignement professionnel mais également pour saisir l'ensemble des orientations y compris en termes de recours au privé ou au public. Du côté du marché du travail des jeunes, il s'agit de voir comment les acteurs de la relation formation-emploi utilisent le diplôme comme indicateur d'employabilité, et en quoi l'usage intensif de cette norme conduit à rendre plus vulnérable un pourcentage important de jeunes (environ 8% d'une classe d'âge qui sort du système éducatif sans qualification). La confrontation avec les pratiques de recrutement des jeunes en usage dans d'autres pays européens permettra de mieux cerner en quoi l'usage de la norme académique du diplôme pour repérer les compétences des candidats à l'embauche est une spécificité française. La dimension du renouvellement de la main-d'oeuvre ayant élucidé les conditions de la disponibilité de réservoirs d'une main-d'oeuvre prête à s'engager dans ces activités et selon ses différents métiers ou catégories professionnelles, on étudiera quelles représentations des secteurs d'activités les entrants potentiels ont des métiers. Quelles sont les conditions de l'installation dans l'activité professionnelle ?

De façon transversale, l'étude des trajectoires atypiques initiée en 2004 par un partenariat avec le rectorat de Caen et la Délégation Régionale aux Droits des Femmes de Basse-Normandie, mérite d'être élargie à l'ensemble du territoire normand. L'objectif est de repérer quelles sont les motivations, les trajectoires et les projets de ces jeunes gens en situation atypique. Mais là encore, les comparaisons internationales sont mobilisées (ISSP 2002 « International social survey program », ECHP « Panel européen des ménages »). Enfin, un volet complémentaire aux analyses de parcours de formation étudiera l'engagement des collectivités locales à travers leurs chargés de mission et les chefs de projets. Sans doute, l'académie constitue-t-elle un niveau sociologique plus pertinent encore aujourd'hui qu'hier en termes d'analyse des dynamiques. Il s'agit donc de croiser les points de vue sur l'orientation des jeunes, ceci afin d'identifier certains blocages tels que la résistance à la mixité sociale et de genre de certaines filières.

Egalement, la participation des chercheurs travaillant sur le thème de l'accompagnement a permis d'articuler des observations plus centrées sur le système éducatif à des observations effectuées dans le monde du travail. Cette rencontre a semblé d'autant plus nécessaire que le modèle de l'accompagnement des parcours est déjà fortement présent dans les enquêtes qui ont pu être réalisées notamment auprès des responsables locaux de l'orientation des jeunes. La temporalité différente des deux programmes de recherche constitue d'ailleurs un atout, puisqu'un certain nombre de résultats pourront utilement nourrir le second.

Le programme d'étude de cette journée

Le projet de recherche Formation, Qualification, Emploi en Normandie est inscrit dans la thématique de l'équipe CMH-DYRESO (Axe 1 : Dynamiques des Formations, de l'Emploi et des Professions) ainsi que dans celle du GRIS (Travail, organisations, institutions). Il vise à poursuivre, consolider et développer un ensemble d'actions communes initiées en Haute et Basse Normandie, en étroite collaboration avec les Observatoires Régionaux des Formations Supérieures, l'Observatoire de la Vie Étudiante, pour ce qui concerne les formations post-bac, ainsi qu'avec le centre associé CEREQ pour ce qui concerne notamment les bas niveaux de qualification. Il s'agit de réunir un ensemble de compétences autour du traitement des données de grandes enquêtes statistiques ainsi que des spécialistes de l'investigation longitudinale ou encore de l'analyse des histoires de vie. Par ailleurs, le besoin s'est fait sentir de mobiliser des chercheurs oeuvrant déjà tous en Normandie sur cette thématique, qu'il s'agisse des travaux sur la formation, l'insertion, les politiques de développement local : au total ce programme implique 18 chercheurs, 3 laboratoires, 3 OVE, 1 centre associé Céreq et 7 institutions. L'objectif est de proposer une information scientifique mieux intégrée dans le bassin normand (projet qui avait été déposé pour le PRES Normand en juin 2006), afin de développer les collaborations inter-régionales et internationales déjà en place. L'échange avec l'équipe de 18 chercheurs autour de Jean-Louis Le Goff contribuera également à ce développement.

Les interventions qui ont eu lieu au cours de cette journée ont permis tout d'abord de présenter les premiers résultats et les premières conclusions du programme de recherche initié en 2008, afin de dresser un premier état des nouvelles connaissances constituées sur le territoire normand à ce sujet. Ensuite, sur la base de ces connaissances mises en commun, l'échange s'est engagé autour de la confrontation de ces résultats et des réflexions menées dans le cadre des recherches préparatoires aux projets en cours de réalisation. L'ensemble devant permettre de d'affiner les directions de poursuite des travaux à entreprendre sur la question.

Comité scientifique et comité de lecture (publication des actes aux PUC) :

Emmanuelle Annot, MCF, CIRTAI et OVE, Vice-Présidente du CEVU, Université du Havre.
Sophie Devineau, MCF, GRIS, Université de Rouen.
Alain Léger, Professeur, Directeur de DYRESO (Centre Maurice Halbwachs), Université de Caen.
Jean-Louis Le Goff, MCF, GRIS, Université de Rouen.
Michalis Lianos, Professeur, Directeur du GRIS, Université de Rouen.

Coordination des actes :

Sophie Devineau, MCF, GRIS, Université de Rouen.
Alain Léger, Professeur, Directeur de DYRESO (Centre Maurice Halbwachs), Université de Caen.

Maquette de l'ouvrage :

Avant-propos

Alain Léger & Sophie Devineau

15

L'introuvable relation formation-emploi : leçons d'un parcours de recherche

Lucie Tanguy

35

Mobilité des projets professionnels des étudiants

Thierry Dezalay

55

Insertion professionnelle des master pro de sociologie à Rouen : engagements et parcours

Martine Blanc et Catherine Peyrard

65

Les orientations dans le supérieur

Yannick Le Long, Jean-Michel Nicolas

95

Le genre des formations techniques : apprenti-es et lycéen-nes atypiques

Clothilde Lemarchant

115

Choix scolaires et professionnels en public et en privé

Alain Léger

135

Un jeune sur cinq suit déjà un parcours de formation individualisé

Gérard Boudesseul, Yvette Grelet

155

Le volontarisme des politiques territoriales dans l'orientation des jeunes : l'égalité à l'échelon local

Sophie Devineau

175

Accompagnement pour l'orientation et l'insertion à l'université : le changement dans la continuité ?

Emmanuelle Annot

195

L'accompagnement dans les dispositifs institutionnels : formes, structuration et enjeux

Jean Louis Le Goff

215

235

3 - Articulation du programme avec une institution Internationale

FQE 2 (2010-2013) : lancement du nouveau programme



Colloque « Changements institutionnels et nouveaux modèles éducatifs de la maternelle à l'université »

Résumé

Nous sommes trois chercheurs, membres d'une équipe composée de douze chercheurs issus de plusieurs laboratoires de Sciences Humaines et sociales du PRES Normandie Université, associés autour d'un programme de recherche proposé dans le cadre du Grand Réseau de Recherche « Culture et Société en Normandie », intitulé

Formation, Qualification, Emploi en Normandie (FQE)- Nouveaux modèles éducatifs, processus d'insertion et espaces d'incertitude

Nous sommes partis des constats suivants. De nombreuses réformes ont changé très profondément les cadres de référence qui prévalaient jusqu'ici dans l'éducation nationale et qui définissaient chaque segment du système éducatif de la maternelle au supérieur. On relève en particulier l'importance croissante du secteur privé marchand dans l'offre de formation. Les conséquences touchent aussi bien les contenus des formations que les missions, les statuts et les carrières des professionnels. Par exemple, un nouveau vocabulaire fait son entrée dans le monde de l'éducation : responsabilité sociale, management des équipes, construction des compétences sociales et professionnelles, employabilité. La logique de performance tend à privilégier le résultat attendu dans un temps prescrit. La formation est évaluée par rapport à l'adaptation au bassin d'emploi, et les parcours d'orientation sont rendus lisibles pour une bonne gestion des parcours des élèves. La qualité des pratiques pédagogiques est appréciée à partir d'indicateurs quantitatifs : taux de réussite et taux d'insertion.

D'autres modifications, et non des moindres, sont à l'œuvre avec la redistribution des champs de l'intervention et des zones de compétences sur les territoires. L'analyse institutionnelle aura donc pour objectif de rendre compte de ces transformations organisationnelles actuelles auprès des professionnels (la question du genre sera un des analyseurs sociologiques privilégié pour l'observation des enjeux sociaux à l'œuvre) et de cibler les espaces d'incertitude entre logiques d'acteurs et demandes externes dans la mise en œuvre de pratiques pédagogiques.

Les deux communications proposées aborderont deux thèmes issus de ce cadre de référence : l'enjeu du poids des femmes dans la profession d'enseignant en ce début du XXIème siècle, les enjeux méthodologiques de l'analyse des pratiques enseignantes dans une dynamique de changement.

5 mots clés : changement, innovation, incertitude , genre

Les deux communications

- Sophie Devineau, MCF Département de sociologie, Université de Rouen, GRIS & CMH-PRO : « *La féminisation de l'enseignement : quel enjeu éducatif ?* »
- Emmanuelle Annot MCF Sciences de l'éducation, Université du Havre, UMR IDEES CIRTAI, Loïc Chalmel Professeur des Universités, Université de Rouen CIVIIC : « *Pratiques enseignantes et gestion de l'innovation* »

4 - Projet scientifique collectif du programme

FQE 2 (2010-2013).

Résumé

La cohérence du programme est assurée par une équipe qui s'est constituée au fil des dix dernières années, d'abord par des travaux communs entre Sophie Devineau et Alain Léger, et des échanges avec Clotilde Lemarchant qui se poursuivent au CMH-PRO, par les séminaires du pôle Données sociales du Lasmus-céreq de Caen et la collaboration avec les OVE normands, ensuite par les travaux communs de Sophie Devineau, Emmanuelle Annoot, Thierry Dezalay de l'UMR IDEE, par les échanges avec Martine Blanc, Catherine Peyrard, Nassima Dris du GRIS et la collaboration avec le CREFOR., enfin par les échanges en sciences de l'éducation avec le CERSE et le CIVIIC rendus nécessaires pour l'étude des enseignant(e)s, des pratiques pédagogiques et des étapes de transition dans les parcours.

Problématique

Sur le plan théorique, l'équipe poursuit l'analyse de la fausse évidence adéquationniste en constituant des connaissances précises circonscrites aux quelques terrains d'enquêtes définis par les chercheurs. Les questions générales de la recherche collective sont l'orientation, l'insertion et les pratiques pédagogiques issues du changement.

Sur le plan méthodologique, l'équipe mobilise toutes les démarches et les outils d'observation utiles au recueil de données historiques, démographiques et sociologiques.

Au nombre des résultats apportés par les recherches du programme précédent et à paraître dans les actes de journée d'étude, on a pu vérifier que si l'innovation reposait en partie sur les politiques éducatives volontaristes des responsables locaux, leurs marges d'action étaient plus réduites et rendues plus incertaines par les réformes de l'Etat. La mesure de toute l'étendue de leurs conséquences fait actuellement défaut, une lacune qu'il serait utile de combler tant du côté des professionnels agissant aux différents niveaux du système de la formation que du côté des élèves, des étudiants et des apprentis.

Une problématique commune fédère l'ensemble de nos études autour de la question des nouveaux modèles sociaux pour l'éducation, la formation et l'insertion. Les échanges ont permis de dégager un axe conceptuel commun : *le genre*. L'enjeu est crucial pour une profession très féminisée, des orientations très sexuées et des processus d'insertion tributaires des discriminations homme/femme. Pour informer les observations en termes de genre, l'équipe privilégie les analyseurs sociologiques, d'inégalité, de public-privé, de mobilité, d'incertitude, de passage et de transition. Les principales hypothèses concernent la féminisation de l'enseignement et la défense d'une profession, la complexification des pratiques pédagogiques, le choix du public ou du privé par les familles, le repli de la mixité dans les orientations, l'instabilité des projets individuels d'orientation, les cheminements chaotiques vers l'insertion et les limitations des politiques locales.

Des modes de pensée empruntés au monde de l'entreprise et du secteur privé font leur entrée dans le monde de l'éducation. L'importation de ces références jusque là étrangères à l'univers du service public, de l'enseignement des savoirs académiques, de la culture désintéressée interroge les valeurs des acteurs et fait surgir des résistances, des adaptations, des contournements ou des retours à des valeurs conservatrices tant chez les usagers que chez les professionnels. Désormais, l'exercice de la justice sociale pour un accès égal à un bien éducatif doit s'effectuer dans des contextes de quasi entreprise. En somme, c'est toute l'architecture philosophique antérieure qui est touchée et par conséquent la question de son équilibre. Ainsi qu'en témoignent les chargés de mission, les élus, les enseignants c'est au contraire un projet d'éducation ambitieux et complexe auquel ils se réfèrent pour la formation des jeunes. Là encore, la question de la représentation du changement mérite de nouvelles investigations auprès des professionnels comme auprès des élèves ou des étudiants. Dans la continuité des travaux engagés précédemment sur le sujet de la formation tel qu'il se pose aujourd'hui à la fois aux jeunes inscrits dans des parcours d'orientation et d'insertion, aux acteurs politiques locaux et aux professionnels de l'institution éducative, le projet vise à poursuivre le chantier sur trois plans.

1. De la maternelle à l'université : quelle profession aujourd'hui ?

Il existe des espaces d'incertitude entre logiques d'acteurs et demandes externes qu'il faudra explorer et analyser à partir des mutations des institutions éducatives. Les enseignants, corps professionnel qui s'est fortement structuré au cours de son histoire par la défense d'une éthique du savoir gratuit pour tous doit affronter une conversion à l'école libérale.

- Etude des pratiques enseignantes et leur gestion de l'innovation (Emmanuelle Annoot, Loïc Chalmel)
- Etude du groupe professionnel des enseignants (Sophie Devineau)

2. Parcours d'orientation

L'analyse du système d'éducation propose de décrire le fonctionnement du point de vue des élèves et des étudiants selon le secteur public ou privé et selon le genre. Ces questionnements sont réactivés par les changements nombreux intervenus au sein des structures d'accueil des élèves et des étudiants. On citera notamment l'importance accrue des logiques de marché scolaire ou encore des phénomènes d'inégalités sociales, de discrimination et de stéréotypie sexuée, ainsi que la dramatisation des moments de passages d'un cycle à un autre.

- Etude des deux secteurs public et privé (Alain Léger)
- Etude des orientations minoritaires selon le genre (Clotilde Lemarchant)
- Etude des passages CM2-collège (Julie Delalande, Nathalie Dupont, Laurence Filisetti)
- Etude du projet des étudiants (Thierry Dezalay)

3. Parcours de formation et d'insertion

L'observation de la construction des parcours d'orientation et d'insertion permet notamment d'identifier les obstacles rencontrés par les jeunes. Des obstacles d'un autre ordre concerne les politiques publiques d'orientation et d'insertion des jeunes mises en œuvre par des responsables locaux, des chargés de mission.

- Etude du devenir des master pro (Martine. Blanc, Catherine Peyrard & OVE-ORFS)
- Etude de l'insertion des apprentis (Christelle Rebillon, CREFOR)
- Etude de l'insertion dans l'emploi de personnes handicapées ((Martine. Blanc, Catherine Peyrard)
- Etude des politiques locales d'orientation, de formation et d'insertion (Nassima Dris, Sophie Devineau)

Enquêtes, terrains et hypothèses

De la maternelle à l'université : quelle profession aujourd'hui ?

I.1. Sciences de l'éducation :

— Pratiques enseignantes et gestion de l'innovation (Emmanuelle Annot & Loïc Chalmel)

Enquête : collecte des témoignages de tous les acteurs impliqués dans les dispositifs dits « innovants » : entretiens semi-directifs.

Terrain : l'école primaire, le collège, l'université en Normandie

Hypothèses : A tous les niveaux du système éducatif, l'usage du mot « accompagnement » se généralise. Il désigne un mode de transition doux facilitant l'appropriation de nouveaux codes et pratiques par les acteurs. A l'université, la création d'espaces de médiation entre établissement et enseignants chercheurs prépare le passage d'une identité structurée par les disciplines vers une identité de métier.

* Accueil d'un étudiant de M1-M2 de sciences de l'éducation

I.2. Sociologie de l'éducation : Etude du groupe professionnel des enseignants (Sophie Devineau)

Enquête par entretiens auprès des enseignants militants ou responsables syndicaux du 1^{er} degré au supérieur, hommes et femmes appartenant à 3 générations contrastées de l'après-guerre à aujourd'hui.

Terrain : Normandie

Hypothèse : l'engagement dans la défense d'un modèle de métier de la jeune génération des enseignantes renoue avec la portée féministe de progrès social des aînées de l'après-guerre. La maternelle et le supérieur seront des observatoires privilégiés.

* Accueil d'un étudiant de M1-M2 sociologie « Développement local »

Parcours d'orientation

II. 1. Sociologie de l'éducation : Etude des deux secteurs public et privé (Alain Léger)

Enquête : Valeurs et représentations du diplôme et du futur métier chez les élèves du secondaire

Terrain : Questionnaire auprès de 3525 élèves scolarisés de la 3^{ème} à la terminale en public et en privé (Basse-Normandie, 2007 et 2008)

Hypothèse : Au-delà d'une quête commune de réussite scolaire, les usagers de chacun des trois secteurs (public, privé diocésain et privé patronal ou associatif) sont porteurs de valeurs différentes qui permettent de dresser un portrait contrasté des modèles idéologiques dominants dans ces trois types d'établissements scolaires.

II.2. Sociologie du genre : Le genre des formations techniques : apprenti-e-s et lycéen-ne-s atypiques (Clotilde Lemarchant)

Enquête : Les minoritaires de genre dans les formations techniques courtes : garçons et filles atypiques.

Terrain : Basse et Haute Normandie

Questions de recherche : Quelles sont les trajectoires, les motivations et les sources d'information et d'influence de ces jeunes ayant choisi des spécialités inhabituelles pour leur sexe ? Quel accueil leur est-il réservé dans leur classe, leur lycée mais aussi dans leur environnement familial ? Enfin, comment se projettent-ils/elles dans l'avenir et comment envisagent-ils/elles leurs chances d'insertion ?

II. 3. Sciences de l'éducation : La transition école – collège : un rite de passage étudié du point de vue des acteurs (Julie Delalande, Nathalie Dupont, Laurence Filisetti)

Enquête : De manière générale, la problématique de la transition sera travaillée dans cette étude par le passage du CM2 à la 6^{ème}. Ce processus sera étudié du point de vue des acteurs. L'enquête s'appuiera sur le recueil de témoignages (expériences, représentations, attentes, besoins...). Les analyses porteront sur les choix, les abandons, les motivations, les orientations, les modes de démarcation, les comportements de conformisme ou de résignation, les résistances... des acteurs impliqués dans les dispositifs étudiés.

Terrain : Plus concrètement, il s'agira de décrire les expériences des enfants et des jeunes, des enseignants et de la communauté éducative ainsi que de la famille, des parents et de la fratrie dans ce passage CM2-6^{ème}, entre l'école et le collège.

Questions de recherches et/ou hypothèses : Comment le passage du CM2 à la 6^{ème} est-il vécu par les différents acteurs de l'école ? Quelles médiations, quelles représentations et quels indicateurs peut-on repérer quant à la fluidité, à la régulation et/ou à la rupture dans ce passage ? D'ores et déjà nous pouvons faire l'hypothèse que cette thématique permettra d'ouvrir des perspectives de recherche sur d'autres transitions telles que famille-crèche, collège-lycée, lycée-université, ...

II.4. Sociologie du travail et TIC : Etude de la mobilité projet des étudiants (Thierry Dezalay)

Enquête : Auprès des étudiants du Havre par questionnaires et entretiens

Terrain : université du Havre

Question de recherche : On poursuivra cette recherche d'une part en s'intéressant aux étudiants qui n'ont pas été intégrés dans la typologie initiale puis en réalisant des entretiens ciblés sur la base des enseignements de ce premier volet de l'enquête.

Parcours de formation et d'insertion

III. 1. Sociologie du travail : Comparaison de l'insertion entre les étudiants des Master pro de sociologie et de droit (M. Blanc & C. Peyrard & OVE-ORFS)

Enquête : Un des résultats de FQE1 est de montrer la difficulté des étudiants de sociologie à s'appuyer sur leur discipline dans leur quête pour l'emploi. Ils ont une représentation de leur discipline comme étant perçue comme peu ou non légitime par les employeurs mais aussi par leur entourage et éventuellement dans le champ académique.

Hypothèse : Nous faisons l'hypothèse que du fait même des injonctions à l'employabilité qui traversent et alimentent pour partie les transformations de l'institution universitaire, les enracinements disciplinaires sont fragilisés. Nous voudrions vérifier cette hypothèse auprès d'une discipline dotée dans le champ académique et dans le champ économique d'une légitimité forte.

Terrain : Nous avons choisi pour cela l'un des Master pro de droit. Nous serons attentives à repérer les formes que prennent ou non les spécificités de genre.

Méthode : Nous procéderons par entretiens auprès de certains membres des deux promotions d'un Master Pro juridique tout en prenant attention de situer notre population au regard de résultats globaux. Nous disposerons pour cela de l'enquête par questionnaire auprès de l'ensemble des sortants produite et analysée par Yannick Lelong (OVE-ORFS).

* Accueil d'un étudiant de M1-M2 sociologie « Développement local »

III.2. Centre de ressources emploi formation (CREFOR) : Etude de l'insertion des apprentis (Christèle Rébillon, Luc Chevalier)

Enquête : Mise en place du dispositif « SEINE » en Haute-Normandie (*Système d'Enquêtes pour la mesure de l'Insertion Professionnelle dans l'Emploi*). Depuis plusieurs années, le Créfor, s'appuyant sur un groupe de travail composé d'experts, avait entamé une réflexion autour de la mise en place d'une enquête de cheminement en Haute-Normandie. Cette enquête a pour objectif d'approfondir la connaissance des processus d'insertion dans la région et de faciliter la prise de décision en matière de politique de formation des décideurs régionaux.

Terrain : Centres de formation des Apprentis et sections d'apprentissage de Haute-Normandie.

* Accueil d'un étudiant de M1-M2 sociologie « Développement local »

III.3. Sociologie du travail : Etude de l'insertion dans le travail des personnes handicapées psychiques (M. Blanc & C. Peyrard)

Enquête : Enquête par questionnaire auprès d'une population ayant suivi un stage d'orientation professionnelle de six mois entre 2004 et 2009 dans un organisme recevant des personnes adressées par les MDPH et spécialisé dans le handicap résultant de problèmes de santé mentale ; approfondissement par entretien auprès d'une partie de la même population ; enquête longitudinale sur trois années par entretien de personnes sorties au cours de l'année 2009.

Terrain : Actuel IDF, projeté Normandie.

Hypothèse : Nous proposons d'aborder la question de l'insertion dans l'emploi et le travail à partir de celles et ceux reconnus par les instances médico-sociales comme handicapés du fait de problèmes de santé mentale. En France, la loi du 11 février 2005 a réaffirmé le droit à l'emploi de toutes les personnes handicapées dont elles. L'affirmation de ce droit se fait alors même que les travaux de la sociologie du travail ces vingt dernières années, interrogent la déstabilisation des collectifs de travail, leur éclatement du fait des transformations des organisations du travail. Les psychologues du travail se sont joints pour mettre l'accent sur les souffrances qu'elles produisaient. Dans ce contexte, comment se met en œuvre la nouvelle forme de solidarité ? Nous voulons donc interroger cette tension en ce qu'elle a à dire sur les processus de solidarité sociale et leurs tendances .

III.4. Sociologie urbaine : Etude des politiques locales (Nassima Dris, Sophie Devineau)

Enquête par entretiens auprès des responsables locaux des politiques publiques d'orientation et d'insertion, exploitation secondaire des données quantitatives sur les trois bassins de formation et d'emplois en Normandie.

Terrains : Caen, Rouen, Le Havre

Hypothèse : L'option compensatoire ou ambitieuse des responsables locaux des politiques publiques envers les jeunes est liée à l'histoire économique et académique des trois territoires.

* Accueil d'un étudiant de M1-M2 sociologie « Développement local »

5 – Calendrier des manifestations scientifiques du programme

FQE 2 (2010-2013) : 3 années

—> Responsabilités et sites universitaires d'accueil des manifestations :

- Octobre 2010 : **Colloque** international à Genève : Emmanuelle Annot, Sophie Devineau
- Janv 2010-Déc 2013 **Séminaire** de recherche **FQE Normandie**, IRSHS-Rouen-Le Havre-MRSH-Caen, **3 séances par an sur l'un des trois sites Caen-Rouen-Le Havre** :
coordination : Martine Blanc & Catherine Peyrard
 Année 1 : 2010-2011 : 1 séance préparatoire en juin : réunion de toute l'équipe
 Année 2 : 2011-2012 : 3 séances
 Année 3 : 2012-2013 : 3 séances
- Décembre 2011 **1ère Journée FQE2** à l'université du Havre : Responsables : Emmanuelle Annot & Thierry Dezalay
 — Nov-mars 2012 **Coordination des Actes** : Emmanuelle Annot & Thierry Dezalay
- Décembre 2012 **2e Journée FQE2** à l'université de Caen : Responsables : Alain Léger & Nathalie Dupont
- Nov-mars 2013 **Coordination des Actes** : Alain Léger & Loïc Chalmel

*** Edition avec l'OVE de Rouen d'une **brochure** « Devenir des master pro en Normandie » mars 2010, mars 2011, mars 2012 (Martine Blanc & Catherine Peyrard & Yannick Le Long)

Comité de pilotage du programme : Emmanuelle Annot, Martine Blanc, Sophie Devineau

—> **Suivi financier et comptable** : Emmanuelle Annot, CITAI-UMR IDEE-Université du Havre

—> **Coordination du réseau** : Martine Blanc, GRIS-Université de Rouen

—> **Développement du réseau international** :

Emmanuelle Annot, Loïc Chalmel, Julie Delalande, Sophie Devineau, Nassima DRIS, Laurence Filisetti.

6 –Thèses et masters intégrés au programme du GRR

FQE 2 (2010-2013).

Thèse : Yong Li « L'insertion professionnelle des diplômés chinois en Haute-Normandie : Nouvelles dynamiques migratoires et construction des identités professionnelles ».

Thèse : Ali Azizi « la mobilité sociale intergénérationnelle des enseignants-chercheurs en France ».

Master 1 (2) : Ruth Cyprien « Développement local », Département de sociologie, Université de Rouen & stage « suivi des décrochages universitaires » UFR Sciences de l'homme, Université de Rouen.

Master 2 : Frédéric Heuzé, master 2 « Développement local », Département de sociologie, Université de Rouen & stage à la Maison de l'emploi d'Evreux

*Des conventions seront signées avec le CREFOR pour l'accueil en stage d'étudiants de M1 et de M2.

*L'expérience de l'accueil d'étudiants de M1 et M2 à l'OVE de Rouen est poursuivie.

7 – Adéquation du programme avec les objectifs du GRR

FQE 2 (2010-2013).

— *Quel est l'impact attendu du projet en terme de développement du GRR ?*

Des habitudes de travail se mettent en place et doivent s'installer de façon **pérenne** entre les chercheurs des trois universités ; la structuration du réseau de chercheurs s'élargit également à d'autres acteurs du territoire sur les questions traitées. Il s'agit par exemple de s'appuyer sur les outils institutionnels que sont les OVE, le CREFOR et leur expertise dans les enquêtes de suivi de trajectoires individuelles, ou encore de coopérer avec les maisons de l'emploi, les rectorats, et la cité des métiers. La mise en place d'un séminaire annuel assurera la continuité des échanges intellectuels pour accompagner les étapes préparatoires des recherches. Les objectifs sont les suivants :

Offrir un cadre **scientifique** pour les chercheurs

Offrir un cadre de **formation** en Normandie pour les masters et les thèses sur les sujets traités dans le programme

Offrir un **réseau de ressources pour les stages des Masters Pro** dans les partenariats (déjà réalisé avec succès dans FQE1)

Mettre en place une **démarche coopérative** à travers des procédures communes pour le travail empirique de recueil de données

Mutualiser les moyens d'analyse à travers une bibliothèque des données d'enquêtes

Echanges avec l'équipe (Thierry Ardouin, Richard Wittorski : CIVIIC & CERSE)

— *Quel est l'impact attendu du projet en terme de développement du (des)*

laboratoire(s)/équipe(s) concerné(e)s ?

L'objectif est notamment de confronter des univers théoriques et des pratiques de recherche de différentes disciplines scientifiques : sociologie et sciences de l'éducation. A l'intérieur de ces grands champs disciplinaires, les échanges visent la complémentarité des analyses de spécialistes de sociologie de l'éducation, de la sociologie urbaine et du développement des territoires, de la sociologie du travail, de la psychologie de l'éducation, de l'analyse pédagogique.

— *Quel sera l'impact du projet en terme de visibilité à l'échelle nationale,*

européenne, voire internationale ?

Un colloque à Genève en octobre 2010 a été organisé pour une présentation au sein du réseau international AECSE (Association des Chercheurs et Enseignants en Sciences de l'Éducation) outre les coopérations avec le Brésil, le Chili et les valorisations régulières au sein de l'ISA (International Sociological Association).

— *Les résultats issus de ce projet seront-ils valorisés à l'échelle du territoire régional ?*

Des journées d'étude sont programmées annuellement et font l'objet d'une publication proposée aux presses universitaires des deux régions : PUC et PURH. Programmées sur les trois années, les travaux aboutis feront l'objet d'une présentation lors trois journées d'études dont les actes publieront les résultats dans le cadre universitaire normand.

8 – Fiches projets et publications liées au programme

FQE 2 (2010-2013).

Présentation détaillée de chaque étude contribuant au programme collectif

De la maternelle à l'université : quelle profession aujourd'hui ?

I.1. Sciences de l'éducation :

Pratiques enseignantes et gestion de l'innovation (Emmanuelle Annot, Loïc Chalmel)

Les premiers résultats du projet précédent (FOE 2008-2010) : Accompagnement pour l'orientation et l'insertion à l'université : le changement dans la continuité ? (Emmanuelle Annot)

A l'université les pratiques d'accompagnement pour l'orientation et l'insertion comportent deux dimensions : — une dimension méthodologique structurée par les recommandations des politiques européennes, nationales et locales — une dimension relationnelle entre l'étudiant ou le professionnel et celui ou celle qui l'accompagne.

L'appropriation par les enseignants de ces nouvelles dimensions est inégalement partagée selon les disciplines enseignées et les filières tandis que chez les étudiants une demande d'individualisation et de personnalisation progresse depuis plusieurs années. La transformation de la démographie étudiante, l'augmentation de la demande d'enseignement supérieur par des nouveaux publics participe à la percée de nouvelles approches pédagogiques dans l'enseignement supérieur (Albero, 2003).

Les entretiens réalisés pour l'étude montrent que des acteurs, non enseignants, sont recrutés pour apporter une contribution au développement de ces pratiques par les universitaires, jusqu'ici peu sollicités pour les questions d'orientation et d'insertion des étudiants.

Pour analyser la nature de leur action, plusieurs interprétations sont possibles. D'une part, les pratiques d'accompagnement manquent de lisibilité car elles se sont développées progressivement avec l'introduction du LMD puis avec des dispositifs destinés à faire réussir les étudiants : tutorat, plan licence. Cette démarche fractionnée a fait que la question des moyens a précédé la réflexion sur les finalités de l'enseignement supérieur d'où le sentiment diffus des enseignants ne plus maîtriser les dimensions de leur propre métier et de ne pas décider de leur avenir dans l'institution. D'autre part, traditionnellement, les universitaires se positionnent plus en face à face avec l'Etat et moins en gestionnaires de leur établissement. Or la loi sur l'autonomie prévoit qu'ils le deviennent pour conduire le projet de l'établissement. C'est pourquoi, différents professionnels sont missionnés pour redonner du sens à l'accompagnement pour l'orientation et l'insertion des étudiants et pour rendre les universitaires acteurs de ces changements institutionnels en les impliquant dans des projets tournés vers l'égalité des chances et la construction d'une société de la connaissance au niveau régional et local.

Ainsi, tout se passe comme si les pratiques d'accompagnement étaient des ponts entre deux mondes : — entre celui des étudiants primo-arrivants dans l'université de masse et celui des étudiants diplômés — entre celui des universitaires et celui des gestionnaires locaux de l'enseignement supérieur.

Passer d'une rive à l'autre suppose l'appropriation de nouveaux codes et de nouvelles pratiques. Pour le moment, ces cultures sont en contact, agissent et réagissent l'une sur l'autre (Bastide, 1995). Ces ponts se sont construits à partir d'ajustements progressifs sous le vent des réformes. Toute démarche radicale peut provoquer leur rupture comme l'illustre ce témoignage : « *Nous sommes dans une position d'accompagnement, donc nous ne pouvons pas passer en force* »

Ces pratiques de médiations éducatives sont-elles une réponse hypothétique à la crise des institutions, des régulations contribuant au maintien des systèmes de formation qui cherchent une identité dans un contexte de démocratisation ? Possèdent-elles un potentiel de transformation en misant sur des individus « *qui produisent leur vie* » (Pineau, 1983)?

Ces questions ouvrent un champ large pour des recherches sur l'enseignement supérieur qui s'appuieront :

- sur une étude fine de l'évolution des politiques tournées vers l'aide à l'orientation et l'insertion des étudiants ;
- sur un inventaire des pratiques dans des universités de tailles différentes et dans des bassins d'emplois différenciés ;
- sur l'observation et l'analyse de ces pratiques ;
- sur la collecte des témoignages de tous les acteurs impliqués dans ces dispositifs et sur leur interprétation.

Projet : « Pratiques enseignantes et gestion de l'innovation » dans les différents degrés (Emmanuelle Annot, Loïc Chalmel)

Des réformes du système éducatif, de la maternelle à l'université, produisent des transformations des pratiques pédagogiques. A partir d'une définition commune de cette problématique du changement institutionnel, nous repérerons et définirons les espaces d'incertitude entre logiques d'acteurs et demandes externes. Trois secteurs seront ciblés pour l'analyse :

- l'école primaire ;
- le collège ;
- l'université.

Nos recherches sur « les espaces d'incertitude » s'organiseront à partir :

- d'une étude des grandes réformes du système éducatif de la maternelle à l'université avec des comparaisons internationales;
- d'un inventaire des pratiques;
- de l'observation et de l'analyse des pratiques ;
- de la collecte des témoignages de tous les acteurs impliqués dans les dispositifs dits « innovants » et de leur interprétation.

Nous constatons qu'à tous les niveaux du système éducatif, l'usage du mot « accompagnement » se généralise. Il désigne un mode de transition doux facilitant l'appropriation de nouveaux codes et pratiques par les acteurs.

A partir des choix méthodologiques annoncés, la position du chercheur devra être précisée dans son rapport avec les praticiens de l'éducation. Nous nous interrogerons sur sa fonction de médiation et sa place dans l'accompagnement de pratiques innovantes.

Publications informant la thématique :

- Annot Emmanuelle, *Accompagnement pour l'orientation et l'insertion à l'université : le changement dans la continuité ?* in Actes de la 2^{ème} journée *Formation, Qualification, Emploi en Normandie*, GRIS-CMH/Dyreso, PUC, (à paraître 2010).
- Annot, Emmanuelle, Fave-Bonnet Marie Françoise (2004) *Pratiques pédagogiques dans l'enseignement supérieur. Enseigner, apprendre, évaluer*, L'Harmattan. collection Savoir et Formation, pp183-206.
- Annot, Emmanuelle, (2004) "Le tutorat ou le sens égaré", 13 pages, in *Les pratiques pédagogiques dans l'enseignement supérieur : apprendre, enseigner, évaluer*.
- Annot, Emmanuelle, (2005) « Les enseignants du supérieur et leurs relais, les tuteurs : analyse comparée du tutorat méthodologique dans les premiers cycles de l'enseignement supérieur et du tutorat dans les formations à distance », *Actes du colloque du RESUP*, février, Université Paris X-Nanterre, 10 pages.
- Annot, Emmanuelle, (2006) *Le métier d'enseignant chercheur au XXI^{ème} siècle: analyse comparée de documentations scientifique et institutionnelle*, Communication à l'Université du littoral Côte d'Opale, 20,21,22 novembre.
- Annot, Emmanuelle, Enseignant chercheur en sciences de l'éducation: une double identité, *Perspectives documentaires en éducation*, INRP, Paris, n°59, 2003.
- Annot, Emmanuelle, " Le tutorat ou le temps suspendu ", *Revue des Sciences de l'Education*", L'Université, un espace d'innovation pédagogique?», volume : XXVII, pages 383- 402, 2001.
- Annot (E.) Poteaux (N.) Marchat (J.F.) - " Regard de tuteurs ", *Recherche et formation*, n° 43, "Entrer à l'Université Le tutorat méthodologique", 2003, pp. 47-63.
- Annot (E.) – Tutorat et ressources éducatives : la question étudiante, *Perspectives documentaires en Education*, INRP, 1998.
- Annot (E.) – Recompositions professionnelles dans les métiers du supérieur, *Actes du 15^{ème} congrès Ranaclès*, 22-24 novembre 2007, Université du Havre.
- Chalmel Loïc, Jean-Frédéric Oberlin. *Le pasteur des Lumières*. Strasbourg : La Nuée Bleue, 2006 1^{ère} édition, 2007 2^{ème} édition, 2009 3^{ème} édition.
Nb. Cet ouvrage a été traduit en portugais pour une sortie prochaine au Brésil, en japonais, par l'Oberlin's Collège de Tokyo, et sera édité en Allemagne courant 2009
- Chalmel Loïc, *Philanthropisme et pédagogie au XVIII^{ème} siècle*. Berne, Paris : Peter Lang, 2004.
- Chalmel Loïc, Jean-Georges Stuber. *Pédagogie pastorale*. Berne, Paris: Peter Lang, 2001.
- Chalmel Loïc, *Le pasteur Oberlin*. Paris : PUF, 1999.
- Chalmel Loïc, *Utopies et pédagogies* (Coordinateur de l'ouvrage). Waldersbach, Musée Oberlin, 2004.
- Chalmel Loïc, Europe, Amériques. *L'éducation entre héritage et modernité* (Coordinateur de l'ouvrage). Strasbourg, DBV, 2010.
- Chalmel Loïc, *Utopies et pédagogies* (Coordinateur de l'ouvrage). Waldersbach, Musée Oberlin, 2004.
- Chalmel Loïc, *L'institution pour jeunes demoiselles de Strasbourg*, in *Genre et éducation : former, se former, être formée au féminin*. Rouen, PURH, 2009.
- Chalmel Loïc, *Risquer le pédagogique, entre héritage et modernité. Recherches en éducation n°8*, Nantes, CREN, 2010.
- Chalmel Loïc, *Histoire des idées pédagogiques. Approche épistémologique. Penser l'éducation*, Rouen, 2010.

- Chalmel Loïc, Histoire des idées pédagogiques. *Ricerche pedagogiche*, Parma, 2008.
- Chalmel Loïc, Pour une épistémologie de l'histoire des idées pédagogiques, *Le cartable de Clio, revue romande et tessinoise sur les didactiques de l'histoire* n°6, Lausanne, LEP, 2006.
- Devineau Sophie « Les lycées et leurs images en France et en Grande-Bretagne » in *L'enseignement Privé en Europe (II), Les Documents de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen*, n° 13, PUC, Mars 2001.
- Dezalay Thierry, « Pratiques professionnelles et usages des écrits électroniques », avec F. Bailly, M. Blanc, C. Peyrard (GRIS, Université de Rouen), Ed. L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 235 p., 2002.
- Dezalay Thierry, « Réactivité des salariés et logiques de production de l'information », *Réseaux*, vol. 17, n° 92-93, 1999.
- Dezalay Thierry, « La construction des liens professionnels : éclatement des situations communicationnelles et déplacement des poids de l'inter-connaissance et de la confiance », avec F. Bailly, M. Blanc, C. Peyrard (GRIS, Université de Rouen), communication aux 9èmes journées de sociologie du travail, Evry, 27-28 novembre 2003.

Rapport de recherche :

Chalmel Loïc, Espaces d'incertitude et logiques des acteurs éducatifs: le changement dans les écoles. Action ECCOS France-Chili C07H0, Rouen, juin 2009.

Réseau x : ECCOS, AECSE_AFS, Coopérations avec le Brésil et le Chili.

I.2. Sociologie de l'éducation : Etude du groupe professionnel des enseignants (Sophie Devineau)

Problématique

Des changements institutionnels en cours bouleversent les cadres de référence de la profession en France dont les effets constituent une question vive dans le champ de l'éducation. Le statut et la carrière garantissaient une place particulière de ces femmes dans le salariat et ont permis l'émancipation par et dans le travail. La rupture assez radicale qui touche la profession réactive les aspects à la fois émancipateurs, féministes et réactionnaires, et interroge de façon nouvelle la féminisation de l'enseignement. Une interrogation qui reformule l'idée commune de " l'enseignement, un métier parfait pour les femmes ".

Nous utilisons le concept de féminisation dans la définition qu'en propose Rebecca Rogers (2000) : le fait que le personnel enseignant soit très féminisé s'assortit d'un processus qualitatif de transformation de l'école qui en devient « une histoire de femmes ». Une telle perspective intègre également les contradictions qui freinent la reconnaissance des femmes dans le système éducatif français (Françoise Mayeur, 1977 – Jean-François Chanet, 2007). En sociologie, cette question s'enracine dans une réflexion sur la norme sexuée de la réussite scolaire (M. Duru-Bellat, 1990, C. Baudelot, R. Establet, 1992), et sur les processus de féminisation des professions (M. Cacouault-Bitaud, 2001 - N. Lapeyre, 2006).

Plusieurs recherches ont déjà été menées selon une suite logique de questions à traiter. Ces études, toutes liées entre elles par leur objet, les enseignants, et par un concept commun, le genre, ont permis de circonscrire quelques aspects de la profession y compris les moins flatteurs. Trois points seront examinés successivement : 1) l'enjeu d'émancipation dans l'histoire, 2) l'enjeu conservateur des rôles sociaux de sexe, 3) l'enjeu progressiste des valeurs du métier aujourd'hui. L'objectif du projet vise à compléter les aspects lacunaires des travaux achevés sur ce groupe professionnel.

Méthodologie

L'enjeu progressiste se manifeste d'abord lorsque l'on regarde la force d'émancipation qu'a pu représenter cette profession dans l'histoire du métier dont témoignent les nombreux travaux d'historiens (J. Girault, 2009, J. et M. Ozouf, 1992, C. et F. Lelièvre, 1991, S. Sweitzer, 2002, pour ne citer qu'eux). En suivant cette piste historique, la place de ces femmes enseignantes au sein du mouvement ouvrier français nous semblait pouvoir constituer un indice objectif du sens social que revêt cette profession. **Projet :** Pour tester cette hypothèse nous poursuivrons l'exploration des 3682 notices biographiques du Maitron pour les pionnières et quelques figures héroïques. L'enjeu progressiste pouvait également se révéler par l'analyse sociologique des familles d'enseignants contemporaines : l'hypothèse d'un creuset féministe dans les familles d'enseignants a été testée à partir de données INSEE-1997. L'école comme lieu de conquête professionnelle par les femmes était une hypothèse qui engageait à explorer les ressorts sexués des concours de l'enseignement à partir d'une interrogation de 1000 candidats à l'IUFM

Ensuite le deuxième point décrypte les contradictions à l'œuvre dans la profession selon un mouvement conservateur cette fois. Il convenait tout d'abord de dresser un état de la structure professionnelle qui accueille les femmes à partir des statistiques nationales. L'hypothèse de la permanence des stéréotypes sexués déjà entrevue chez les candidats à l'IUFM, sera testée à partir des cadres hiérarchiques d'une institution très féminisée, de l'exemple des femmes à l'école maternelle et des destins familiaux des enseignantes.

Enfin le troisième point teste l'hypothèse d'un attachement à des principes de justice sociale dans et par l'école, une éthique de l'égalité et préalable favorable à un féminisme. Cette étude s'appuie sur un état statistique moyen des valeurs identitaires caractéristiques de ce groupe professionnel à partir d'une enquête auprès de 1576 enseignants de la maternelle à l'université, du public et du privé. Une description qui sera complétée qualitativement par les récits recueillis lors d'entretiens auprès de 63 enseignants. **Projet :** Par ailleurs, des entretiens, menés auprès d'enseignants militants appartenant à trois générations de l'après-guerre à nos jours, engagés et/ou responsables syndicaux, donnent un aperçu des contextes économiques et sociaux qui enserrant la conscience politique et le féminisme de ce corps professionnel.

Enquête par entretiens auprès des enseignants militants ou responsables syndicaux du 1^{er} degré au supérieur, hommes et femmes appartenant à 3 générations contrastées de l'après-guerre à aujourd'hui. La maternelle et le supérieur seront des observatoires privilégiés.

Terrain : Normandie

Hypothèse : l'engagement de la jeune génération des enseignantes renoue avec la portée féministe de progrès social des aînées de l'après-guerre.

Publications sur le sujet :

- Devineau S., Léger A. (2001), « Effet du statut professionnel du père, de la mère et du couple sur le devenir des enfants selon leur sexe : le cas des enseignants » in *Les Documents de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen*, n°27 Juin.
- Devineau S., Léger A. (2002), Les enseignants et leur famille, avec A. Léger in *Conditions et Genre de vie*, D. Le Gall, S. Juan (dir.), L'Harmattan, 99-121.
- Devineau S., (2005), Normes scolaires et valeurs féminines, *Trames Educations féminines*, n°12, IUFM-SCEREN-CRDP Haute Normandie, 131-140.
- Devineau S. (2006), L'école pour les femmes : rapports sexués aux savoirs professionnels chez les candidats à l'IUFM, *L'Orientation Scolaire et Professionnelle*, n°35, INETOP-CNAM, 29-55
- Devineau S. (2007), Le choix d'enseigner, le choix de valeurs sociales, *Empan Des femmes et des hommes : un enjeu pour le social ?*, Editions Erès, 84-88.
- Devineau S. (2009a), Education et Altérité : l'humanisme des enseignants, in *Lutter contre les discriminations*, R&D CARITAS-Luxembourg, 52-74.
- Devineau S. (2009b), Les enseignants et les parents d'élèves, in *Sociologie des groupes professionnels*, D. Demazière, C. Gadéa (dir.), La

Découverte, 332-341.

Devineau Sophie, « Les femmes et l'école : quel enjeu éducatif ? », in Actes du colloque *Femmes, Travail, Métiers de l'enseignement : rapports de genre et rapports de classe*, Espace Marx-IUFM de Bordeaux, Coll. Espaces Marx, Editions Syllepses, (à paraître septembre 2010).

DEVINEAU S. , « Féminisation de l'enseignement : quel enjeu éducatif ? », in Femmes, Travail, métiers de l'enseignement, IUFM d'Aquitaine / Espace Marx, Université de Bordeaux IV, *Revue Européenne Transform!* (à paraître 2010).

Chalmel Loïc, La petite école dans l'école. Origine piétiste-morave de l'école maternelle française. Berne, Paris : Peter Lang, 1996 1^{er} édition, 2000 2^e édition, 2005 3^e édition revue et corrigée. *Nb. Le manuscrit support à la première édition de cet ouvrage a obtenu en 1995 le prix de la recherche sur les pédagogues.*

Chalmel Loïc, Préface, in Pachod, A. La morale professionnelle des instituteurs. Code soleil et Ferré. Paris, Harmattan, 2007.

Chalmel Loïc, L'institution pour jeunes demoiselles de Strasbourg, in Genre et éducation : former, se former, être formée au féminin. Rouen, PURH, 2009.

Chalmel Loïc, Mme Campan, in Jean Houssaye, (dir.) *Femmes pédagogues*. Paris : Fabert, 2008.

Chalmel Loïc, Early Childhood Education: the Duty of Family or Institutions? In M. Bloch, K. Holmlund, I. Moqvist, T. Popkewitz, *Restructuring the Governing patterns of the Child, Education, and the Welfare State*. New York: Palgrave Publishing Co, 2003.

Chalmel Loïc, Petite enfance. In Jean Houssaye, *Questions pédagogiques : une encyclopédie historique*. Paris : Hachette, 1999.

Chalmel Loïc, Pédagogie Oberlin et école maternelle ; valeurs paradoxales, in *Questions de recherches en éducation*. Paris : INRP, 1999.

Chalmel Loïc, Pédagogie Oberlin et école maternelle ; valeurs paradoxales, in *Questions de recherches en éducation*. Paris : INRP, 1999.

Chalmel Loïc, Eduquer des filles au siècle des Lumières, *Annales Pestalozzi : recherches en histoire de l'éducation*; Education des filles de 1750 à 1850, Yverdon-les-Bains, Centre de Documentation et de recherche Pestalozzi., n°3 2004-2005.

Chalmel Loïc, Un réseau politique, scientifique et pédagogique au XVIII^e siècle. Réflexions autour d'une lettre. *Penser l'Education* n° 2, Rouen, 1996.

Chalmel Loïc, L'éducation de la petite enfance en Europe et dans l'histoire. Les puéricultrices sont-elles des pédagogues ? Journée d'information des personnels de la mission de Protection maternelle et infantile: *les puéricultrices au cœur de l'enfance*, Nancy, 18 mars 2008.

Chalmel Loïc, Enseigner à l'école maternelle aujourd'hui : entre héritage et rémanence. Journée académique AGEEM, *L'école maternelle aujourd'hui pour demain*, Périgueux, 21 mars 2007.

Rapport de recherche : Devineau S. (coord.), E. Annot, A. Léger, M. Bussi, « Rapport final : Sociologie des enseignants en Haute et Basse Normandie », septembre 2006, 122p

Réseau x internationaux : I SA : International Sociological Association

Parcours d'orientation

II.1. Sociologie de l'éducation : Etude des deux secteurs public et privé (Alain Léger)

Résultats (FQE 2008-2010) :

Un questionnaire sur la « valeur du diplôme » et sur les représentations des parcours scolaire et professionnel a été élaboré par le centre associé CEREQ de Caen et diffusé à 2605 élèves scolarisés de la 3^{ème} à la terminale. Cet échantillon, constitué en 2007, ne comportait pas d'élèves de l'enseignement privé confessionnel. C'est pourquoi, en 2008, j'ai étendu cette enquête à 920 élèves de ce secteur, ce qui porte l'échantillon total à 3525 répondants. On peut donc comparer les réponses en classant les élèves selon trois catégories d'établissements : public, privé diocésain, et enfin privé patronal ou associatif (Maisons familiales rurales, CFA, Chambre des métiers).

De multiples différences statistiquement significatives apparaissent lorsque l'on croise les réponses avec les nombreuses variables familiales et sociales recueillies. Ceci m'a incité à choisir la méthode de régression logistique pour isoler, toutes choses étant égales par ailleurs, l'effet net de chaque variable (et notamment l'effet de la variable secteur de l'établissement). Je me centrerai ici surtout sur les images de l'établissement et sur le futur métier envisagé.

Parmi les hypothèses qui se vérifient, citons alors le fait que les stratégies de choix de l'établissement sont au plus haut chez les élèves du privé diocésain : plus libres et moins contraintes par un impératif de proximité, ces élèves fréquentent 2 fois plus souvent que les autres un établissement éloigné de leur domicile. Certes, les stratégies d'évitement de l'établissement le plus proche ne sont pas totalement absentes chez les élèves du public, mais c'est alors le choix des langues vivantes qui est utilisé dans ce but (principalement par les cadres, les très bons élèves, et dans les grandes villes, très faiblement au contraire dans les classes professionnelles et dans le privé patronal). Ici encore l'indicateur de distance domicile-établissement nous montre un éloignement plus fréquent chez les « stratèges » du choix des langues que chez les autres.

Les images de l'établissement sont contrastées : le privé diocésain est crédité d'une bonne réputation, d'une bonne discipline, mais la sélection y est jugée trop forte et le sentiment de sécurité y est au plus bas.

Quant à leur futur métier, ce sont paradoxalement les élèves du privé diocésain qui souhaitent le plus l'exercer dans la fonction publique. C'est surprenant car les parcours des parents que j'avais pu analyser antérieurement montraient l'inverse : plus forte propension à travailler dans le public quand on a été scolarisé en public, et dans le privé quand on vient du privé.

Si l'on cherche enfin à synthétiser des séries de variations concomitantes, on est frappé par une certaine correspondance entre deux séries d'oppositions : d'une part, les valeurs scolaires et professionnelles féminines qui s'opposent au modèle de la domination masculine, et d'autre part l'opposition du privé diocésain (qui est plutôt porteur des valeurs féminines) et du privé patronal (qui affirme le modèle masculin), le public étant pour sa part en position intermédiaire.

Projet:

Bien que travaillant depuis des années sur l'enseignement public et l'enseignement privé, à partir des panels d'élèves du Ministère de l'éducation et également d'enquêtes par questionnaires réalisées auprès de vastes échantillons de familles et d'enseignants, je n'avais encore jamais eu l'occasion d'interroger par questionnaire les élèves eux-mêmes.

C'est pourquoi j'ai saisi l'occasion d'enquêter auprès d'eux en 2007, puis en 2008. D'autres bases de données statistiques peuvent être encore mobilisées.

Publications sur le sujet :

Langouët, G. et Léger, A. (1994), *École publique ou école privée ? Trajectoires et réussites scolaires*. Postface de Claude Lelièvre. Paris, Fabert, 2^{ème} édition revue (1^{ère} édition: Éditions de l'Espace européen, 1991), 192 p.

Langouët, G. et Léger, A. (1997), *Le choix des familles. École publique ou école privée ?* Paris, Fabert, 223 p.

Langouët, G. et Léger, A. (2000), Public and Private Schooling in France : an investigation into family choice, in: *Journal of Education Policy*, vol. 15, n° 1, pp. 41-49.

Langouët, G. et Léger, A. (2002), "Escaridad pública y privada en Francia : una investigación sobre la elección familiar de la escuela", in: M. Andrada, M. Narodowski et M. Nores (eds.), *Nuevas Tendencias en Políticas Educativas. Estado, mercado y escuela*. Buenos

- Aires-Barcelona, Ediciones Granica, pp. 253-269.
- Léger, A. (2002), "Public ou privé ? Les raisons du choix des familles", in: Gabriel Langouët (ed.), *Public ou privé ? Élèves, parents, enseignants*. Paris, Fabert, Collection "Éducation et sciences", pp. 61-84.
- Léger, A. « Choix scolaires et professionnels en public et en privé » in Actes de la 2^{ème} journée *Formation, Qualification, Emploi en Normandie*, GRIS-CMHdyreso, PUC, (à paraître 2010).
- DEVINEAU Sophie « Public ou Privé ? Le facteur régional » in *L'enseignement Privé en Europe*, Journées de Caen, octobre 1996 et février 1997, *Les Documents de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen*, N° 5 Avril 1998. (pp. 39-51)

Partenaires : Céreq-MRSH de Caen ; ORFS-MRSH de Caen ; OVE Rouen- Le Havre ; CREFOR.

II.2. Sociologie du genre : Le genre des formations techniques : apprenti-e-s et lycéen-ne-s atypiques (Clotilde Lemarchant)

Résumé :

En accord avec les invitations de Françoise Vouillot, de Gilles Moreau ou Catherine Marry à explorer plus profondément la mixité dans l'enseignement technique, je m'intéresse depuis quelques années aux trajectoires scolaires atypiques en terme de genre dans les formations techniques courtes (de niveaux V et IV, c'est-à-dire CAP, BEP, Bac professionnel et bac technologique) c'est-à-dire aux jeunes filles et jeunes garçons ayant innové en matière d'orientation scolaire - aux garçons venus en mode, ou coiffure ; aux filles venues en mécanique ou électronique. Quelles sont les trajectoires, les motivations et les sources d'information et d'influence de ces jeunes ayant choisi des spécialités inhabituelles pour leur sexe ? Quel accueil leur est-il réservé dans leur classe, leur lycée mais aussi dans leur environnement familial? Enfin, comment se projettent-ils/ elles dans l'avenir et comment envisagent-ils/ elles leurs chances d'insertion ?

Ces questionnements sont nés du constat de faible développement de la mixité, en France, en deça du baccalauréat. «En 1984, 98% des effectifs en secrétariat-bureautique étaient des filles, elles sont encore 95% en 2002. En 1984, 2% seulement des effectifs du groupe électricité-électronique étaient des filles, elles sont 3% en 2002. » (F. Rosenwald, *Données Sociales*, 2006, p.88)

On connaît également, en aval, les relatives difficultés d'intégration professionnelle des femmes ayant innové en matière de schémas sexués d'orientation scolaire (T. Couppié, D. Epiphane, 2001,2003).

Les réponses sont étayées sur une série d'enquêtes quantitatives et qualitatives menées depuis 2004 en Basse et Haute-Normandie auprès de lycéen-ne-s atypiques, d'enseignants, proviseurs, Conseillers d'orientation, chef de travaux... et sur un cadrage national réalisé avec Benoit Tudoux à partir des données du "Panel 1995" de la DEPP du Ministère de l'Education Nationale (relevés administratifs annuels et enquête "jeunes" de 2002-2003). Ces enquêtes ont été menées en lycées publics et CFA (Centres de formation par apprentissage) car il s'agit aussi de tester l'effet du « contrat de travail » : se rapprocher du monde du travail, le temps de la formation, est-il facilitateur ou non pour les minoritaires de genre ?

Publications

- Clotilde Lemarchant, « Le genre des formations techniques : apprenti-es et lycéen-ne-s atypiques » in Actes de la 2^{ème} journée *Formation, Qualification, Emploi en Normandie*, GRIS-CMHdyreso, PUC, (à paraître 2010).
- Clotilde Lemarchant, « Des signes contemporains de la dévalorisation du féminin », in Robert Hérin, *Chemins faisant. Parcours en géographie sociale*, Caen, PUC, à paraître.
- Clotilde Lemarchant, *Etre minoritaire au lycée et en CFA : garçons et filles atypiques dans les formations techniques courtes en Haute-Normandie*, Rapport d'une recherche effectuée en partenariat avec le Service Académique d'Information et l'Orientation du Rectorat, le Conseil Régional, la Délégation Régionale aux Droits des femmes et à l'égalité, la Direction Régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Haute-Normandie, Centre Maurice Halbwachs, Université de Caen, CAR Céreq, septembre 2009, 177p.
- Clotilde Lemarchant, avec Benoit Tudoux, «Orientation scolaire et genre : les élèves de CAP et BEP typiques et atypiques », *Relief. Derrière les diplômes et certifications, les parcours de formation*, Céreq, n°24, 2008, p.233-244.
- Clotilde Lemarchant, « Sciences et techniques au lycée : la mixité inachevée », *Actes du colloque « Sciences et techniques : un avenir pour filles et garçons ! »*, Paris, ENCPB, 24 novembre 2007, Femmes et sciences et Lissions pour la place des femmes au CNRS, p.60-68.
- Clotilde Lemarchant, « Unique en son genre... Orientations atypiques de lycéens et lycéennes au sein de filières techniques et professionnelles », Y. Claudic-Guichard, D. Kergoat, A. Vilbrod (dir), *L'inversion du genre*, Rennes, PUR, 2008, p57-69.
- Clotilde Lemarchant, « La mixité inachevée : garçons et filles minoritaires dans les filières techniques », *Travail, genre et sociétés*, n°18, novembre 2007, p.47-64.
- Clotilde Lemarchant, « Garçons et filles atypiques au sein des formations professionnelles de niveaux IV et V », in J.-Y Causer, R. Pfefferkorn, B. Woehl (dir), *Métiers, identités professionnelles et genre*, Paris, L'Harmattan, col. « Logiques sociales », 2007, p.51-64.
- Clotilde Lemarchant, avec Nicky Le Feuvre, " Employment, the Family and work-life 'balance' in France " in R. Crompton, S. Lewis, C. Lyolette Eds., *Women, Men, Work and Family in Europe*, Londres, Palgrave MacMillan, avril 2007, p.210-229.
- Clotilde Lemarchant, « Familles et inégalités sociales », *Les Cahiers français*, « Famille(s) et politiques familiales », Paris, La Documentation française, n°322, oct. 2004, p.39-45.
- Clotilde Lemarchant, « L'exclusion au féminin : l'exemple du RMI dans le Calvados et en France », *Les Cahiers de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines*, n°40, « Insertions et conditions d'emploi en Basse-Normandie » 2004, p.73-108.
- Clotilde Lemarchant, « Rester ou partir ? La mobilité géographique des jeunes », *Les Cahiers de la MRSH*, n° spécial L'agglomération de Caen. Parcours géographiques, 2002, pp.157-174.
- Clotilde Lemarchant, « La construction du couple sous le regard des parents », *Agora. Débats/jeunesses*, avril 2001, n°23, pp.51-59.
- Clotilde Lemarchant, « Les trajectoires de raccrochage de jeunes caennais. Rôle des réseaux et sociabilités », *Ville, Ecole, Intégration. Enjeux*, CNDP, septembre 2000, n°122, pp.220-234.
- Clotilde Lemarchant, *Belles-filles. Avec les beaux-parents, trouver la bonne distance*, préface de François de Singly, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, 278 p.

Réseaux professionnels : Université de Caen : département « social et santé » de l'IAE et pôle « études rurales » de la MRSH — Centre Maurice Halbwachs, (laboratoire CNRS/ EHESS/ ENS) — Céreq, (Centre d'études et de recherche sur les qualifications)— ASES (association des sociologues enseignants du supérieur) — AFS (association française de sociologie) — Changequal (réseau européen / 7^{ème} PCR)

II. 3. Sciences de l'éducation : La transition école – collège : un rite de passage étudié du point de vue des acteurs (Julie Delalande, Nathalie Dupont, Laurence Filisetti)

Problématique

L'idée de transition est ici pensée comme une analyse des parcours et des pratiques des acteurs d'une institution à l'autre en lien avec leur trajectoire personnelle. Ce passage entre école et collège suppose des transformations et des déplacements identitaires, spatio-temporels, culturels. Les acteurs font face aux contraintes imposées par ces changements - mais aussi par des mutations sociales, économiques, politiques, éducatives et culturelles très importantes - en "bricolant" leur manière d'être, de se présenter, de communiquer et de réagir. Plus concrètement, il s'agit de décrire les expériences d'enfants et de jeunes entre 10 et 12 ans, des enseignants et de la communauté éducative ainsi que de la famille, des parents et de la fratrie dans ce passage CM2-6^{ème}. Par exemple, il s'agira de mieux comprendre les interactions entre les cultures sociales et les cultures scolaires :

En comparant l'investissement et l'appropriation des espaces (dans les établissements : couloirs, toilettes, cour, espaces de jeux, vestiaire, cantine, permanence ; sur les trajets entre la maison et l'école, les espaces de jeux...) ;

En analysant entre l'école et le collège, l'évolution des langages (msn, textos, blog...) des codes vestimentaires, de la norme de politesse, du respect, de la perception du pouvoir (sentiment de justice) et de la distance sociale (vouvoiement/ tutoiement), entre enfants et avec leurs différents interlocuteurs adultes ;

En décrivant comment des jeunes de 10 à 12 ans travaillent les normes face à des phénomènes physiques qu'ils ne peuvent pas maîtriser (boutons, appareils dentaires, puberté...) ou qu'ils veulent adopter (tatouage, piercing,...) et comment ils ajustent et rendent compatibles l'univers avec leurs pairs et leurs autres sphères de sociabilité (club de sport, famille...) ;

En suivant les compétences sociales des enfants quittant le CM2 face aux effets du nombre exponentiel et du brassage des populations lors de leur passage au collège (Que se passe-t-il quand on redevient le plus jeune de l'établissement ? Quand on a plusieurs professeurs ayant des exigences différentes ? Comment se transmettent les réputations ? Quels impacts sur les apprentissages ? Comment ce passage peut-il faire écho à d'autres passages à d'autres périodes de la vie ?) ;

En étudiant les décalages entre les attentes, les craintes des enfants et celles des adultes face à l'inconnu du passage, mais aussi le rôle de la fratrie dans ce passage CM2-6^{ème} (rang dans la fratrie, nombre d'enfants, sexe de l'enfant...) ;

En relevant les différentes représentations que les acteurs de l'école et du collège peuvent avoir de la transformation de la violence et de ses formes, d'un établissement à l'autre ;

En exposant comment ce passage est organisé par les professionnels de l'éducation et les parents (Comment les principaux, les conseillers principaux d'éducation, les professeurs, les assistants d'éducation accueillent, pensent et guident l'enfant de 6^{ème} ? Comment en accord avec les parents, ils réglementent la question des autorisations de sorties ? Comment les adultes décident des rythmes, de l'autonomie et des responsabilités accordées à l'enfant ? Dans quelle mesure font-ils plus ou moins confiance aux enfants ? Comment se transforment les modes de guidage pédagogique (soutien, aide, accompagnement, diversification) d'une école plus centrée sur l'enfant vers un collège plus anonyme). Comment ce passage et cette nouvelle organisation sont-ils vécus par les jeunes (Comment vivent-ils leurs temps à l'école et en dehors de l'école ?) ? Quelles sont les représentations des différents acteurs sur l'évolution du rôle des parents entre l'école et le collège ? ;

En étudiant les écarts entre les différentes cultures artistiques, littéraires, musicales, cinématographiques sportives investies par les jeunes et l'éducation culturelle artistique proposée dans le cadre des cultures scolaires.

En évaluant en quoi on est face à un rite de passage vécu différemment par les adultes et les enfants, entre réalité et imaginaire et dans des temporalités différentes (à l'échelle des premiers jours de la rentrée en 6^{ème} ou à l'échelle de temporalités beaucoup plus longues). Comment, entre l'école et le collège, se produit une première étape d'un "rite de passage" (Van Gennep, 1909), celle de la séparation, où l'enfant se retrouve un peu plus isolé de son univers familial. Puis, comment se produit une seconde étape de marge ou de "liminalité" (un certain no man's land) où l'enfant cherche de nouveaux repères. Et comment le jeune parvient à une étape d'agrégation où il s'intègre et s'émancipe dans un nouvel environnement.

Méthodologie

Les trois enseignantes-chercheuses du CERSE (Centre d'Etudes et de Recherche en Sciences de l'Education de l'université de Caen Basse-Normandie) font le choix de s'emparer de cet objet de recherche, enjeu important des politiques éducatives et sociales, en croisant leurs trois regards lors d'une enquête longitudinale:

celui des sciences de l'éducation à partir d'entretiens qualitatifs et de corpus de documents (Nathalie Dupont),

celui de l'ethnologie à partir d'enquêtes ethnographiques, c'est-à-dire l'observation participante, l'immersion longue et l'entretien non directif (Julie Delalande)

et celui de la psychologie sociale à partir d'études quantitatives c'est-à-dire questionnaires et échelles de mesures (Laurence Filisetti).

Publications :

Delalande Julie, 2009. « La cour de récréation : lieu de socialisation et de culture enfantines », in G. Brougère et A-L Ulmann (dirigé par), *Apprendre de la vie quotidienne*, Paris, PUF, p.69-80.

Delalande Julie, 2009. « Introduction. Pratiques enfantines à l'écart des adultes » in Delalande (dir.), *Des enfants entre eux; Des jeux, des règles, des secrets*, Paris, Autrement, collection Mutations, p.4-9.

Delalande Julie, 2007. « Des recherches sur l'enfance au profit d'une anthropologie de l'école », *Ethnologie Française*, « Anthropologie de l'école », n°4, oct-déc, tome XXXVII, p.671-679.

Delalande Julie, 2007. « La cour de récréation. Permanence et mutations », in Peyronie H., Vergnioux A. (dir.), *Education et longue durée*, Actes du colloque de Cerisy, 22-26 septembre 2005, Caen, PUC, p.119-134.

Delalande Julie (coord.), 2006. *Les Sciences de l'Education : pour l'ère nouvelle*, « Territoires des enfants », n°2, vol.39, 134 p.

Danic Isabelle, Delalande Julie, Rayou Patrick, 2006. *Enquêter auprès d'enfants et de jeunes, Objets, méthodes et terrains en sciences sociales*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection Didact Education, 216 p.

Delalande Julie, 2003. « Culture enfantine et savoir-vivre : les enjeux d'un apprentissage entre pairs », *Terrain*, « Enfant et apprentissage », n° 40, février, p.99-114.

Delalande Julie, 2001. *La cour de récréation, Contribution à une anthropologie de l'enfance*, Préface de Patrick Rayou, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection « Le sens social », 278 p.

Dupont N. (2006), « Notion : Passerelle », *Le Télémaque*, n°30, Caen : Presses Universitaires de Caen.

Dupont N (2006), « L'éducation culturelle artistique, logiques et tensions », *Cahiers de la Maison de la Recherche en sciences humaines*, Caen : Presses Universitaires de Caen.

Dupont N. (2006), Coordination du numéro thématique n°4 - 2010 - *Les sciences de l'éducation. Pour l'ère nouvelle*, « Les partenariats éducatifs et culturels entre les institutions muséales et scolaires »

Dupont N. (2008), « L'enfant créateur », Actes du 1er Congrès International en études de l'enfant, « Enfances possibles, mondes réels », Braga, Portugal, 02-03-04 février 2008.

- Filiseti, L. (2009). *La politesse à l'école*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Buchs, C., Filiseti, L., Butera, F., & Quiazade, A. (2004). Comment l'enseignant peut-il organiser le travail de groupe ? In E. Gentaz & P. Dessus (Eds.), *Comprendre les apprentissages : Sciences cognitives et Education*. Paris : Dunod.
- Filiseti, L., & Wentzel, K.R. (2006). Motivation sociale et apprentissage : les enjeux liés aux buts sociaux des élèves. In B. Galand & E. Bourgeois (Eds.), *(Se) motiver à apprendre*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Dépret, E. & Filiseti, L. (2001). Juger et estimer la valeur d'autrui. Des biais de jugement aux compétences sociales. *L'Orientation Scolaire et Professionnelle*, 30 (3), 297-315.
- Filiseti, L., Wentzel, K.R., & Dépret, E. (2006). Les buts sociaux de l'élève : leurs causes et leurs conséquences à l'école. *Revue Française de Pédagogie*, 155, 45-56.
- Wentzel, K.R., Filiseti, L. & Looney, L. (2007). Adolescent prosocial behavior: The role of self-processes and contextual cues. *Child Development*, 78 (3), 895-910.
- Filiseti, L., & Peyronie, H. (2007). Elèves, professeurs, parents: perceptions et représentations sociales des rôles, interactions et apprentissages scolaires. *Les Sciences de l'éducation- Pour l'Ere nouvelle*, 40 (4), 7-20.
- Filiseti, L. (2006). Les compétences sociales chez l'enfant. Symposium présenté au 6^{ème} Congrès International de Psychologie Sociale en Langue Française. France, Grenoble, 30 août-2 septembre.
- Filiseti, L., & Dépret, E. (2006). Les conséquences de la politesse de l'élève. Les effets de la politesse de l'élève sur les impressions et le comportement de l'enseignant. 6^{ème} Congrès International de Psychologie Sociale en Langue Française. France, Grenoble, 30 août-2 septembre.
- Filiseti, L., & Dépret, E. (1999). De l'importance des compétences sociales des élèves. Actes du IV^{ème} colloque International de Psychologie Sociale Appliquée, Rennes, 17-19 juin 1999, 111-113.

Réseaux professionnels : Département of human development – Université du Maryland — AECSE — Comité de recherche n°31 *Sociologie de l'enfance* de l'AISLF — Institut des études de l'Enfant, Université de Minho, Braga, **Portugal**, sociologie de l'enfance (Manuel Jacinto Sarmiento) — Groupe de recherche Enfants, Enfances et Cultures (CIC), du CNPq – Conseil national de développement scientifique et technologique – Brésil.

Partenaire : Pôle de compétitivité Enfant à Cholet : « Innover pour mieux grandir ». Recherches prospectives en équipe en vue de communiquer avec les entreprises et les collectivités intervenant dans le domaine de l'enfance

II.4. Sociologie du travail et TIC : Mobilité du projet des étudiants (Thierry Dezalay)

Résultats (FOE 2008-2010) :

A la question « Avez-vous un projet professionnel précis ? » posée à un échantillon d'étudiants de première année à l'université, 63% des étudiants répondent oui, 37% non. Ces chiffres recouvrent des situations fort différentes. Projet inchangé depuis la rentrée ou projet encore indéterminé, dans ces deux cas, l'entrée dans l'enseignement supérieur se place sous le signe de la stabilité. Mais d'autres étudiants, au contraire, voient leur projet modifié : abandon ou modification du projet initial pour certains, définition d'un nouveau projet pour d'autres. Nos enquêtes cherchent à cerner les raisons de ces mouvements qu'elles ne peuvent toutefois saisir que partiellement dans la mesure où elles ne prennent pas en compte les étudiants qui quittent l'université en cours d'année.

Les changements affectant le projet professionnel ont lieu dès le début du premier semestre : dans une enquête réalisée un mois après la rentrée, un étudiant sur dix affirme avoir déjà changé de projet. Le mouvement se poursuit et s'accroît dans le courant du semestre : en janvier, un étudiant sur trois déclare un changement depuis le début de l'année (abandon de l'ancien projet avec formation ou non d'un nouveau).

On tentera d'apporter des éléments d'explication de ce phénomène en comparant quatre groupes d'étudiants construits par rapport à leur positionnement relatif au projet professionnel.

Projet :

La comparaison systématique des groupes construits en fonction de la définition d'un projet professionnel montre qu'à chaque groupe est associée une manière spécifique de construire un projet, de se projeter dans des espaces professionnels ou de formation, de situer des projets dans le temps. Une division binaire des étudiants selon qu'ils ont ou n'ont pas un projet professionnel ne permet pas de saisir la mobilité des « conduites d'anticipation ». Beaucoup de différences séparent ceux qui ont un projet stable de ceux pour qui il est nouveau. Tous ces étudiants ont pourtant un projet. De même, le fait de ne pas avoir de projet recouvre des manières distinctes de se projeter dans l'avenir. Ces constats valident une typologie fondée sur des situations bien différenciées quant au projet professionnel. Néanmoins, cette typologie est incomplète puisqu'elle ne permet pas d'intégrer un tiers des étudiants. On l'a remarqué à plusieurs reprises, les situations ne sont pas toujours simples à appréhender. « Changer de contexte, dit B. Lahire (...), c'est changer les forces qui agissent sur nous ». Les étudiants transforment leurs projets au gré des expériences d'études, de travail, ..., auxquelles ils réagissent plus ou moins fortement. D'autres traversent des expériences sans modifier leur projet. Il y a donc une certaine circulation d'un groupe à l'autre. Mieux que le questionnaire probablement, l'enquête par entretien offre l'occasion d'expliquer ces passages, ces situations de transitions, ces « apparentes » contradictions (si elles apparaissent...), mais aussi les situations stables, de rendre cohérent ce qui n'apparaît pas comme tel. L'entretien donne une vision individualisée et personnelle des parcours. Mais c'est le parti pris implicite de cette recherche : en privant l'enquête de la possibilité de rationaliser ses choix, son parcours, de justifier ses pratiques, le questionnaire est susceptible d'appréhender une réalité autre. On poursuivra cette recherche d'une part en s'intéressant aux étudiants qui n'ont pas été intégrés dans la typologie initiale puis en réalisant des entretiens ciblés sur la base des enseignements de ce premier volet de l'enquête.

Publications :

Dezalay Thierry, « Mobilité des projets professionnels des étudiants » in Actes de la 2^{ème} journée *Formation, Qualification, Emploi en Normandie*, GRIS-CMH Dyres, PUC, (à paraître 2010).

Dezalay Thierry, « Placement et déplacement des demandeurs d'emploi : les effets discriminants de la mise en ligne des offres d'emploi de l'ANPE sur internet », communication au XVIII^e congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française, Istanbul, 7-11 juillet 2008, accessible en ligne : *Actes des travaux du groupe de travail Sociologie de la communication*, http://w3.aislf.univtlse2.fr/gtsc/DOCS_SOCIO/istambul/Actes_AISLF_GT13_Istambul_2008.pdf

Dezalay Thierry, « La production de discriminations à l'égard des publics immigrés ou descendants d'immigrés dans l'accès aux services collectifs », *Rapport de recherche* en collaboration avec A. Gueissaz, M. Boquet, G. Lebreton, E. Lemerrier, E. Palomarès, M. Timera., Convention Université du Havre/Région Haute-Normandie/ACSE Haute-Normandie, juin 2007.

Dezalay Thierry, « Réalité et perception des dimensions spatiales et socioculturelles de l'accessibilité des services collectifs. », avec A. Gueissaz et C. Maillat, *Espaces Temps.net*, Textuel, 02.07.2007
<http://espacestemp.net/document2621.html>

Dezalay Thierry, « Splendeur et misère du capital social : réflexions sur la construction, la conversion et la destruction des réseaux sociaux dans un espace urbain » avec E. ELIOT, A. GUEISSAZ, 2004, in : Le capital social, Actes du colloque organisé par le GRIS, Université de Rouen, 6 février 2003, Cellule GRIS, n° 10.

Rapport de recherche :

Dezalay Thierry, « La production de discriminations à l'égard des publics immigrés ou descendants d'immigrés dans l'accès aux services collectifs », Rapport de recherche en collaboration avec A. Gueissaz, M. Boquet, G. Lebreton, E. Lemercier, E. Palomarès, M. Timera., Convention Université du Havre/Région Haute-Normandie/ACSE Haute-Normandie, juin 2007.

Dezalay Thierry, « La construction du rapport aux services collectifs dans un espace local. Représentations de l'espace temps, pratiques d'accès, comportements de mobilité des usagers et rôle du tissu associatif (Le Havre Rouen) », Rapport de recherche en collaboration avec A. Bevort, E. Eliot, A. Gueissaz, C. Maillat, S. Maire, A. Yon, Convention Université du Havre Cirtai/Région Haute-Normandie, décembre 2004.

Partenaires : OVE Rouen- Le Havre ; CREFOR.

Parcours de formation et d'insertion

III.1. Sociologie du travail : Etude du devenir des master pro (M. Blanc, C. Peyrard & OVE-ORFS)

Résultats (FQE 2008-2010) :

A partir d'un premier terrain construit entre décembre 2008 et mai 2009, nous avons travaillé à partir de six entretiens. Ils concernaient une population sortie en 2006, du master pro du département de sociologie de l'université de Rouen, donc sur le marché du travail depuis au moins deux ans. Cette population est un sous-ensemble de celle sur laquelle a travaillé l'OVE. Ce master est composé de deux options : Diagnostic et Intervention en entreprise et Territoire et Développement local. Il est accessible en formation continue. Nous allons donc à la fois présenter notre population et situer relativement aux données produites par l'OVE.

On note une légère sur-représentation des hommes, 43 % dans les données OVE. Il y a quatre personnes qui étaient en formation initiale et deux en formation continue. Cette différenciation a été introduite pour les données OVE 2007, elle n'existait pas auparavant. Des éléments de connaissance sur la composition des promotions conduisent à constater là aussi une sur-représentation des formations continues. Ils sont soit originaires de la Haute-Normandie, soit y ont exercé durablement professionnellement. Ceux qui sont en recherche d'emploi (9%) nous échappent ainsi que les précaires du privé, 30 % dans les données de l'OVE. Nous avons une sur-représentation des précaires du public, 10 % dans les données OVE, des titulaires du public, 10 % dans les données OVE. Les cadres sont fortement sur-représentés relativement aux 50% des données OVE alors que nous n'avons aucun employé (20 % dans la population globale). On constate l'absence de la catégorie enseignement 20 % OVE, celle de la catégorie « autres » 28 %. La localisation est conforme au constat dressé par l'OVE : une très forte inclinaison à rester dans sa région pour y travailler en dépit de la proximité du marché du travail de la Région parisienne qui pourrait être attractif. Les salaires sont plus élevés pour notre population.

Ceux qui ont accepté l'entretien se trouvent être ceux qui se sont installés sur le marché du travail dans des conditions rendant acceptable l'entretien. Les différences notées avec la population globale singularisent cette sous-population et soustraient de l'analyse celle non représentée.

Arrivant sur le marché du travail, force est de constater que pratiquement tous nos interlocuteurs masquent plus ou moins leur discipline de formation. On ne dit pas : j'ai un master en sociologie, mais en Ressources Humaines, ou en Développement. La dénomination choisie vise autant à taire la référence à la sociologie auprès des employeurs, qui seraient « effrayés » qu'à donner un intitulé identifiable et identifié par ces mêmes employeurs. Effrayante parce que méconnue, telle serait la perception ressentie par nos interlocuteurs qui évitent alors une vaine discussion sur leur discipline lors d'un entretien d'embauche, ou la rédaction d'un CV. Si les employeurs sont désignés ici comme étant ceux qui portent un regard méfiant sur les titulaires d'un diplôme en sociologie, ils ne sont pas les seuls à avoir des difficultés à identifier le contenu et les pratiques de la sociologie. 4H, 3F ont rencontré le même type de difficulté auprès d'une partie de leurs proches. Le déficit de repérage pourrait être d'autant plus massif que la discipline, elle-même, la sociologie souffre d'un manque de lisibilité hors du monde académique. Niveau de légitimité disciplinaire dans et hors le monde académique se conjugue peut-être à la faiblesse du travail des sociologues à se construire une légitimité professionnelle. Les associations de psychologues ont obtenu la reconnaissance du titre de psychologue par l'obtention du M2 Pro.

En revanche, les apports de la formation avant et durant le M2 Pro sont repérés et explicités par tous nos interlocuteurs. La sociologie leur a permis de se construire intellectuellement. Certains la mettent en œuvre directement dans leur activité professionnelle ; d'autres y ont recours partiellement. Elle leur permet de construire de la distance dans leur travail, de repérer plus aisément les enjeux des situations auxquelles ils sont confrontés, de poser les bonnes questions. On peut constater que le plaisir d'apprendre, de faire de la sociologie est là, même s'il y a des moments de lassitude, même si à un moment donné, on choisit la voie professionnelle. Et ils en redemandent. Trois d'entre eux, 1F, 5H et 6H, envisagent comme un horizon possible, même s'il est lointain, le fait de se lancer dans un travail de thèse. En indiquant qu'elle aurait dû faire un DEA plutôt qu'un M2 Pro 2F a également exprimé ce désir d'entrer dans la première étape de la formation à la recherche. Un jour, ils seront « sociologues ».

Projet : Comparaison de l'insertion entre les étudiants des Master pro de sociologie et de droit

En 2010, nous allons poursuivre et approfondir notre démarche ; Nous nous proposons de conduire une série d'entretiens avec les étudiants de la promotion 2007. Nos interlocuteurs perçoivent l'espace académique comme l'espace légitime. Ce constat interroge les propositions avancées par Odile Piriou dans l'article « Que deviennent les diplômés de sociologie. Un état de la discipline et de son avenir », *Socio-logos*, n°3, <http://socio-logos.revues.org/document1622.html>.

Un des résultats de FQE1 est de montrer la difficulté des étudiants de sociologie à s'appuyer sur leur discipline dans leur quête pour l'emploi. Ils ont une représentation de leur discipline comme étant perçue comme peu ou non légitime par les employeurs mais aussi par leur entourage et éventuellement dans le champ académique. Nous faisons l'hypothèse que du fait même des injonctions à l'employabilité qui traversent et alimentent pour partie les transformations de l'institution universitaire, les enracinements disciplinaires sont fragilisés. Nous voudrions vérifier cette hypothèse auprès d'une discipline dotée dans le champ académique et dans le champ économique d'une légitimité forte. Nous avons choisi pour cela l'un des Master pro de droit. Nous serons attentives à repérer les formes que prennent ou non les spécificités de genre.

Nous procéderons par entretiens auprès de certains membres des deux promotions d'un Master Pro juridique tout en prenant attention de situer notre population au regard de résultats globaux. Nous disposerons pour cela de l'enquête par questionnaire auprès de l'ensemble des sortants produite et analysée par Yannick Lelong (OVE-ORFS) [à vérifier]

Publications :

- Blanc Martine, Peyrard Catherine, « Dynamique de l'inter-connaissance et de la confiance dans la construction des liens professionnels » en collaboration avec Bailly F., M., Dezalay T, in Durand JP., Linhart D. dir., *Les Ressorts de la mobilisation au travail*, Octarès, 2005.
- Blanc Martine, Peyrard Catherine, « Reconfigurations des collectifs de travail entre apprentissages, désapprentissage et disciplines » en collaboration. Journées TIC et collectifs de travail, GDR TIC, nov., 2005.
- Blanc Martine, Peyrard Catherine, « Bureaucratie et taylorisme dans la modernité radicalisée. Processus de distanciation temporelle et remaniements de leurs formes » in *Relations au travail, relations de travail*, actes des X^{es} Journées internationales de sociologie du travail, nov. 2005.
- Blanc Martine, Peyrard Catherine, « La construction des collectifs de travail : entre objectivisme et subjectivisme, entre reproduction et action » RT 25, Travail, Organisations, Emploi, 2^e congrès de l'Association Française de Sociologie, Bordeaux, 5-8 septembre 2006.
- Blanc Martine, Peyrard Catherine, « Reconfigurations des collectifs de travail entre apprentissages, désapprentissage et disciplines » in *Où va le travail à l'ère du numérique ?*, Mines Paris, Les presses ParisTech., 2007.
- Blanc Martine, Peyrard Catherine, « La construction des collectifs de travail : vers une sociologie des liens » in *Le Travail à l'épreuve des paradigmes sociologiques*, Octarès, 2007.
- Blanc Martine, Peyrard Catherine, « Les formes de la subordination à l'épreuve du processus de globalisation/relocalisation : le dévoilement de la soumission des cadres » JIST 2009 Nancy, 2009.
- Blanc Martine, Peyrard Catherine, « Insertion professionnelle des Master pro de sociologie à Rouen : engagements et parcours » à paraître dans la publication des actes de la journée FQE Normandie du 16 novembre 2009, PUC (à paraître 2010).
- Devineau Sophie, « Vocational skills as the best choice ? », Paper in Tansitions In Youth , XIV^e annual workshop of European research network, 7 - 9 september 2006, http://www.cereq.fr/tiy2006/papers/Devineau_TIY06.pdf
- DEVINEAU Sophie, « Les jeunes jugent le travail : parole de jeunes diplômés du Bac Pro », in *Formation Emploi*, N°96, Céreq, La Documentation Française, octobre-décembre 2006, (67-78)
- Peyrard Catherine, « Construction des connaissances professionnelles et collectifs de travail : la stabilité des collectifs est-elle une hypothèse nécessaire ? L'exemple des industries chimiques », JIST, Londres. 2007.
- Peyrard Catherine, « Apprentissage des TIC et changement permanent » en collaboration avec Anne-France de Saint Laurent-Kogan, Corinne Grenier, Michel Durampart, in *Où va le travail à l'ère du numérique ?*, Mines Paris, Les presses ParisTech. 2007.
- Peyrard Catherine, « Promesses et violence dans le travail », communication au congrès de l'AFS, RT 25, Travail Organisation Emploi, 2009.
- Peyrard Catherine, « Construction des connaissances professionnelles et collectifs de travail : stabilité et instabilité dans l'emploi et le travail. L'exemple des industries chimiques » *Restructurations, précarisation et valeurs*, éd. Octarès, 2009.

Partenaire : Lisa Belzeaux, AFII : Association pour Faciliter l'Insertion professionnelles des Jeunes diplômés. Antenne de Seine Maritime
11 rue Lavoisier 76 132 Mont Saint Aignan cedex

Partenaires : OVE Rouen- Le Havre ; CREFOR.

Réseau x professionnel : AFS — AISLF — TIY (Transition in Youth)

III.2. Centre de ressources emploi formation (CREFOR) : Etude de l'insertion des apprentis (Christèle Rébillon, Luc Chevalier)

Description du projet d'enquête

En 2009, le Conseil Régional de Haute-Normandie a sollicité le Créfor pour la mise en place d'un dispositif, intitulé SEINE (*Système d'Enquêtes pour la mesure de l'Insertion Professionnelle dans l'Emploi*), destiné à évaluer l'insertion des jeunes dans l'emploi. Celui-ci serait appliqué dans un premier temps aux sortants de l'apprentissage, avant d'être étendu par la suite à d'autres missions dont il a la responsabilité.

Cette demande s'appuie sur le dispositif « IROISE » (Instrument Régional d'Observation de l'Intégration Sociale dans l'Emploi) développé en Bretagne, permettant de réaliser une enquête longitudinale en interrogeant par téléphone une cohorte de sortants pendant le processus d'insertion. Les sortants seront interrogés à trois reprises, c'est-à-dire 7 mois, 12 mois puis 18 mois après leur sortie d'apprentissage. L'interrogation sera réalisée à l'aide d'un logiciel permettant une saisie automatique en ligne. Cette enquête est réalisée par les CFA ou les sections d'apprentissage. Elle sera gérée et exploitée par le Créfor.

Elle vise à produire des indicateurs pertinents facilitant la prise de décision et à apporter des éléments de réponse au questionnement suivant :

- Certaines spécialités de formation rencontrent-elles des difficultés d'insertion ? Pour quelles raisons ?
- Quels sont les facteurs qui favorisent l'insertion ?
- Quels sont les secteurs dans lesquels existe une mobilité ? Qu'est-ce qui explique cette mobilité ?
- Quelle motivation dans le processus d'orientation ?
- Pourquoi y a-t-il des abandons en cours de formation ?
- L'appareil de formation répond-il uniquement aux besoins régionaux ?

Réseau de partenaires : Conseil Régional de Haute-Normandie, Rectorat, réseau des CFA (46 en Haute-Normandie), GREF Bretagne.

III. 3. Sociologie du travail : Etude de l'insertion dans le travail des personnes handicapées psychiques (M. Blanc & C. Peyrard)

État du projet : En 2008, nous avons initié un travail sur la question de l'insertion dans l'emploi et le travail à partir de celles et ceux reconnus par les instances médico-sociales comme handicapés du fait de problèmes de santé mentale. Nous avons mis en place un dispositif de recherche comportant trois volets. D'une part, une Enquête par questionnaire auprès d'une population ayant suivi un stage d'orientation professionnelle de six mois entre 2004 et 2009 dans un organisme recevant des personnes adressées par les MDPH et spécialisé dans le handicap résultant de problèmes de santé mentale. D'autre part, un approfondissement par entretien auprès d'une partie de la même population. Enfin, une enquête longitudinale sur trois années par entretien de personnes sorties au cours de l'année 2009. Aujourd'hui nous sommes au début de l'exploitation de l'enquête par questionnaire. Nous avons commencé les entretiens d'approfondissement. Nous avons commencé la deuxième vague d'entretiens de l'analyse longitudinale. Ce dispositif prend appui sur une association située en Île de France. Cette association est pour l'instant la seule en métropole à proposer ce type de prestation ciblée sur l'orientation professionnelle des personnes handicapées du fait de problèmes de santé mentale.

Projet :

Notre interrogation première portait à l'origine sur ce qui apparaissait comme un paradoxe. En France, la loi du 11 février 2005 a réaffirmé le droit à l'emploi de toutes les personnes handicapées dont elles. L'affirmation de ce droit se fait alors même que les travaux de la sociologie du travail ces vingt dernières années, interrogent la déstabilisation des collectifs de travail, leur éclatement du fait des transformations des organisations du travail. Les psychologues du travail se sont joints pour mettre l'accent sur les souffrances qu'elles produisaient. Dans ce contexte, comment se met en œuvre la nouvelle forme de solidarité ? Nous considérons que nous sommes face à un paradoxe. Nous voulons

saisir comment il va se manifester auprès d'une population parmi les plus fragiles. Les formes que ces manifestations vont prendre nous renseigneront sur les processus de solidarité sociale en cours et leurs tendances.

C'est à travers l'analyse des parcours de vie, centrés sur le rapport au travail, que nous pourrions apporter une contribution à la compréhension de ce paradoxe. Pour conduire cette analyse des parcours de vie, nous considérons d'emblée que autant les différenciations sociales que de genre sont structurelles.

Réseau / partenaires: Centre Alexandre Dumas, Association Vivre.

I.1. Sociologie urbaine : Etude des politiques locales d'orientation, de formation et d'insertion (Nassima Dris, Sophie Devineau)

Les premiers résultats du projet précédent (FOE 2008-2010)

Les résultats présentés ici se fondent sur une pré-enquête menée en 2006 en Haute-Normandie, ainsi que sur la première phase de l'enquête Normande 2008-2010, réalisée par entretiens de fin 2007 à 2009 auprès de 15 responsables de missions d'éducation, d'orientation et d'insertion. Complémentairement à l'étude des discours, une analyse de contenu a été réalisée à partir de 57 articles compilés entre 2006 et 2008 dans la rubrique « L'écho des régions », et archivés sur le site officiel de l'association des régions de France.

Le mythe adéquatniste de la bonne orientation pour une bonne insertion des années 1960 est à nouveau à l'honneur. Sur le sujet du volontarisme des politiques locales dans l'orientation des jeunes, la question que nous posons concerne le sort réservé localement à la mission d'égalité des chances pour tous quel que soit le territoire.

En premier lieu, le volontarisme à l'échelon local se signale à travers l'orientation traitée comme une urgence absolue. Véritable problème social, les divers responsables témoignent du fait que si la réussite de tous les enfants prévaut dans le 1er degré, par la suite il devient impératif de proposer des formations préparant une orientation vers des voies correspondant à une offre d'emplois. La notion même d'orientation varie donc avec le degré d'enseignement, dans le premier cas il s'agit de socialisation et d'apprentissage au sein d'un groupe pour la réussite de tous, alors que dans le second cas on admet la compétition et l'échec scolaire que le projet individuel et professionnel devra résoudre.

En vingt ans, les parcours individuels s'allongeant, la politique est passée d'une logique de qualification nationale à une conception de l'intervention publique locale par l'accompagnement. Le traitement au cas par cas remplace des politiques générales d'égalité des chances devenues moins encore consensuelles que l'égalité filles/garçons. Des parents aux grands-parents, la mobilisation est générale pour l'accompagnement et les enseignants doivent s'y mettre aussi. Pourtant le bilan des expériences passées ne plaide pas en faveur des plans pour la réorientation des élèves.

Selon certains acteurs de l'orientation, cela relève de fausses solutions en réponse aux vrais problèmes des parcours chaotiques. En effet, le principal souci n'est pas l'insertion dans l'emploi, mais la pérennisation de ces emplois. Car en réalité, aujourd'hui il y a plus de jeunes qu'en 1986 qui travaillent durant leur parcours. Ainsi, les métiers se sont considérablement précarisés pour le public jeune, puisqu'on estime à près de 80 % les emplois de 3 mois ou intérim.

L'injonction nationale d'orienter localement se fait en l'absence de politique nationale clairement structurée et dans un contexte de baisse des moyens financiers. Sont notamment déplorés des objectifs quantitatifs sans égards pour les contenus des métiers. Sont également soulignés les effets néfastes de méthodes tatillonnes et autoritaires qui masquent mal un désordre grandissant des organisations collectives. Dans ces conditions, la décentralisation est peu propice à la mission de justice sociale d'une région à l'autre. L'équité des citoyens au sein même du territoire français ne semble pas garantie, alors que la mobilité géographique s'impose à l'échelle de l'Europe.

L'analyse descriptive qui consiste à établir au préalable des faits, permet ensuite de dégager deux formes politiques, l'une de type transformateur, l'autre de type compensatoire. Or dans le second cas, le risque est grand de se laisser enfermer dans le paradoxe. Sans doute le raisonnement adéquatniste en donne-t-il une bonne illustration : la forme compensatoire du volontarisme est entièrement mobilisée par des actions ponctuelles de réparations et d'interventions plus proches de « l'urgentisme » que de la prospective.

A l'inverse, dans le premier cas, l'affirmation d'ambitions éducatives de grande envergure vise à rompre le cercle vicieux des projets de courtes vues. Deux réponses politiques différentes pour des contraintes institutionnelles identiques, mais pour des bassins de formation et d'emplois historiquement typés.

Projet :

Enquête par entretiens auprès des responsables locaux des politiques publiques d'orientation et d'insertion, exploitation secondaire des données quantitatives sur les trois bassins de formation et d'emplois en Normandie.

Terrains : Caen, Rouen, Le Havre

Hypothèse : L'option compensatoire ou ambitieuse des responsables locaux des politiques publiques envers les jeunes est liée à l'histoire économique et académique des trois territoires.

Publications sur le sujet :

Devineau Sophie, « Politique volontaristes d'orientation : l'égalité à l'échelon local » in Actes de la 2^{ème} journée *Formation, Qualification, Emploi en Normandie*, GRIS-CMHdyreso, PUC, (à paraître 2010).

Dris Nassima (dir.) 2007, Territoire et territorialité. Regards pluridisciplinaires, *Innovations et Société*, n°3, Paris, L'Harmattan.

Dris Nassima, 2007, « Les arrangements de visibilité dans les cheminements urbains. Du quartier proche au lointain dans la ville », in M.

Breviglieri et V. Cicchelli (dir.), *Adolescences Méditerranéennes. L'espace public à Petits pas*, Editions L'Harmattan, pp. 63-76.

Dezalay Thierry, « Services collectifs et développement local : les paradoxes de la proximité », avec A. Gueissaz, communication à la XIII^{ème} Conférence internationale du RESER, Mons (Belgique), 9-10 octobre 2003, en ligne : <http://www.reser.net/file/1767/>

Réseau x internationaux :

ISA : International Sociological Association

France/Algérie : Montage de projet avec le département des Sciences de l'information et de la communication de l'université d'Annaba en Algérie dans le cadre du programme Egide : « Territoire, gouvernance et entrepreneuriat », 2010-2014.